

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est un processus conçu dans le but de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière communiquée et à l'établissement d'états financiers à des fins de diffusion externe conformément aux principes comptables généralement reconnus. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

La direction a évalué l'efficacité du contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2016 à l'aide des critères énoncés par le *Committee of Sponsoring Organizations* (« COSO ») de la *Treadway Commission* dans la publication intitulée *Internal Control – Integrated Framework* (2013). En se fondant sur cette évaluation, la direction a déterminé que le contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière était efficace en date du 31 décembre 2016.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., un cabinet d'experts-comptables indépendants et inscrits, a émis un rapport d'audit sans réserve quant à l'efficacité du contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2016 et a aussi exprimé une opinion sans réserve sur les états financiers consolidés de 2016 de la Compagnie, tels qu'énoncés dans ses Rapports du cabinet d'experts-comptables indépendants et inscrits datés du 1^{er} février 2017.

Le président-directeur général,

(s) *Luc Jobin*

Le 1^{er} février 2017

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,

(s) *Ghislain Houle*

Le 1^{er} février 2017

Aux actionnaires et au Conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Nous avons audité les bilans consolidés ci-joints de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (la « Compagnie ») aux 31 décembre 2016 et 2015 et les états consolidés connexes des résultats, du bénéfice global, de l'évolution de l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 2016. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Compagnie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos audits.

Nos audits ont été effectués conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. L'audit comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Il comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous croyons que nos audits constituent une base raisonnable pour l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Compagnie aux 31 décembre 2016 et 2015 ainsi que des résultats consolidés de son exploitation et de ses flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 2016, selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

De plus, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis), nous avons audité l'efficacité du contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2016, en nous fondant sur les critères que le *Committee of Sponsoring Organizations* (« COSO ») de la *Treadway Commission* a énoncés dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (2013). Dans notre rapport daté du 1^{er} février 2017, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière.

(s) KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.*

Montréal (Canada)

Le 1^{er} février 2017

* CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123145

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. est une société canadienne à responsabilité limitée et un cabinet membre du réseau KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International »), entité suisse.

KPMG Canada fournit des services à KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Aux actionnaires et au Conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada

Nous avons audité le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (la « Compagnie ») au 31 décembre 2016, selon les critères que le *Committee of Sponsoring Organizations* (« COSO ») de la *Treadway Commission* a énoncés dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (2013). La responsabilité du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière ainsi que de l'appréciation, incluse dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint, de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière incombe à la direction de la Compagnie. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière, en nous fondant sur notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière a été maintenu, à tous les égards importants. Dans le cadre de notre audit, nous avons, entre autres choses, acquis une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, apprécié le risque qu'il existe une faiblesse importante et procédé à des tests et à une évaluation de la conception et de l'efficacité du fonctionnement du contrôle interne en tenant compte du risque établi. Notre audit a également comporté la mise en œuvre des autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous croyons que notre audit constitue une base raisonnable pour l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne de la Compagnie à l'égard de l'information financière est le processus visant à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. « Contrôle interne à l'égard de l'information financière » s'entend des politiques et procédures qui 1) visent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la Compagnie; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées de manière à permettre d'établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la Compagnie ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du Conseil d'administration de la Compagnie; et 3) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la Compagnie pouvant avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, toute projection des résultats de quelque évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une détérioration du degré de conformité aux politiques ou procédures.

À notre avis, la Compagnie a maintenu, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2016 selon les critères que le COSO a énoncés dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (2013).

Nous avons également audité, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* (États-Unis), les bilans consolidés de la Compagnie aux 31 décembre 2016 et 2015 et les états consolidés connexes des résultats, du bénéfice global, de l'évolution de l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 décembre 2016. Dans notre rapport daté du 1^{er} février 2017, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur ces états financiers consolidés.

(s) KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.*

Montréal (Canada)

Le 1^{er} février 2017

* CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123145

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. est une société canadienne à responsabilité limitée et un cabinet membre du réseau KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International »), entité suisse.

KPMG Canada fournit des services à KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

<i>En millions, sauf les données relatives au bénéfice par action</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>		
	2016	2015	2014
Produits d'exploitation	12 037 \$	12 611 \$	12 134 \$
Charges d'exploitation			
Main-d'œuvre et avantages sociaux	2 119	2 406	2 319
Services acquis et matières	1 592	1 729	1 598
Carburant	1 051	1 285	1 846
Amortissement	1 225	1 158	1 050
Location de matériel	375	373	329
Risques divers et autres	363	394	368
<i>Total – Charges d'exploitation</i>	6 725	7 345	7 510
<i>Bénéfice d'exploitation</i>	5 312	5 266	4 624
Intérêts débiteurs	(480)	(439)	(371)
Autres produits (Note 3)	95	47	107
<i>Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices</i>	4 927	4 874	4 360
Charge d'impôts sur les bénéfices (Note 4)	(1 287)	(1 336)	(1 193)
Bénéfice net	3 640 \$	3 538 \$	3 167 \$
Bénéfice par action (Note 5)			
De base	4,69 \$	4,42 \$	3,86 \$
Dilué	4,67 \$	4,39 \$	3,85 \$
Nombre moyen pondéré d'actions (Note 5)			
En circulation	776,0	800,7	819,9
Dilué	779,2	805,1	823,5

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés du bénéfice global

<i>En millions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>		
	2016	2015	2014
Bénéfice net	3 640 \$	3 538 \$	3 167 \$
Autre bénéfice (perte) global(e) (Note 15)			
Gain (perte) net(te) sur la conversion des devises	(45)	249	75
Variation nette des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite (Note 12)	(694)	306	(995)
Amortissement du gain relatif aux accords de taux futurs	-	-	(1)
<i>Autre bénéfice (perte) global(e) avant impôts sur les bénéfices</i>	(739)	555	(921)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	148	105	344
<i>Autre bénéfice (perte) global(e)</i>	(591)	660	(577)
Bénéfice global	3 049 \$	4 198 \$	2 590 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Bilans consolidés

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents		176 \$	153 \$
Liquidités et équivalents de trésorerie soumis à restrictions (Note 10)		496	523
Débiteurs (Note 6)		875	878
Matières et fournitures		363	355
Autres actifs à court terme		197	244
Total – Actif à court terme		2 107	2 153
Immobilisations (Note 7)		33 755	32 624
Actif relatif aux régimes de retraite (Note 12)		907	1 305
Actif incorporel et autres actifs (Note 8)		288	320
Total – Actif		37 057 \$	36 402 \$
Passif et avoir des actionnaires			
Passif à court terme			
Créditeurs et autres (Note 9)		1 519 \$	1 556 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (Note 10)		1 489	1 442
Total – Passif à court terme		3 008	2 998
Impôts reportés (Note 4)		8 473	8 105
Autres passifs et crédits reportés (Note 11)		593	644
Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite (Note 12)		694	720
Dette à long terme (Note 10)		9 448	8 985
Avoir des actionnaires			
Actions ordinaires (Note 13)		3 730	3 705
Actions ordinaires dans les Fiducies d'actions (Note 13)		(137)	(100)
Surplus d'apport (Note 13)		364	475
Autre perte globale cumulée (Note 15)		(2 358)	(1 767)
Bénéfices non répartis		13 242	12 637
Total – Avoir des actionnaires		14 841	14 950
Total – Passif et avoir des actionnaires		37 057 \$	36 402 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration :

(s) Robert Pace
Administrateur

(s) Luc Jobin
Administrateur

États consolidés de l'évolution de l'avoir des actionnaires

<i>En millions</i>	Nombre d'actions ordinaires		Actions ordinaires	Actions ordinaires dans les Fiducies d'actions		Surplus d'apport	Autre perte globale cumulée	Bénéfices non répartis	Total – Avoir des actionnaires
	En circulation	Fiducies d'actions		Fiducies d'actions	Fiducies d'actions				
<i>Solde au 31 décembre 2013</i>	830,6	-	3 795 \$	- \$	220 \$	(1 850) \$	10 788 \$	12 953 \$	
Bénéfice net							3 167	3 167	
Options d'achat d'actions levées	1,2		31		(6)			25	
Charge liée à la rémunération à base d'actions					16			16	
Modification d'octrois de rémunération à base d'actions (Note 13)					209			209	
Programmes de rachat d'actions (Note 13)	(22,4)		(108)				(1 397)	(1 505)	
Autre perte globale (Note 15)							(577)	(577)	
Dividendes (1,00 \$ par action)							(818)	(818)	
<i>Solde au 31 décembre 2014</i>	809,4	-	3 718	-	439	(2 427)	11 740	13 470	
Bénéfice net							3 538	3 538	
Options d'achat d'actions levées	2,5		91		(17)			74	
Règlement d'octrois donnant lieu à un règlement en titres de de capitaux propres			4		(8)			(4)	
Charge liée à la rémunération à base d'actions					61		(3)	58	
Programmes de rachat d'actions (Note 13)	(23,3)		(108)				(1 642)	(1 750)	
Achats d'actions par les Fiducies d'actions (Note 13)	(1,4)	1,4		(100)				(100)	
Autre bénéfice global (Note 15)							660	660	
Dividendes (1,25 \$ par action)							(996)	(996)	
<i>Solde au 31 décembre 2015</i>	787,2	1,4	3 705	(100)	475	(1 767)	12 637	14 950	
Bénéfice net							3 640	3 640	
Options d'achat d'actions levées	1,6		73		(12)			61	
Règlement d'octrois donnant lieu à un règlement en titres de de capitaux propres			79		(138)			(59)	
Charge liée à la rémunération à base d'actions					62		(3)	59	
Programmes de rachat d'actions (Note 13)	(26,4)		(127)				(1 873)	(2 000)	
Achats d'actions par les Fiducies d'actions (Note 13)	(0,7)	0,7		(60)				(60)	
Règlements en actions par les Fiducies d'actions (Note 13)	0,3	(0,3)		23	(23)			-	
Autre perte globale (Note 15)							(591)	(591)	
Dividendes (1,50 \$ par action)							(1 159)	(1 159)	
<i>Solde au 31 décembre 2016</i>	762,0	1,8	3 730 \$	(137) \$	364 \$	(2 358) \$	13 242 \$	14 841 \$	

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

En millions	Exercice terminé le 31 décembre		
	2016	2015	2014
Activités d'exploitation			
Bénéfice net	3 640 \$	3 538 \$	3 167 \$
Rajustements visant à rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation :			
Amortissement	1 225	1 158	1 050
Impôts reportés (Note 4)	704	600	416
Gain sur la cession d'immobilisations (Note 3)	(76)	-	(80)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :			
Débiteurs	(3)	188	(59)
Matières et fournitures	(2)	4	(51)
Créditeurs et autres	(51)	(282)	-
Autres actifs à court terme	21	46	5
Régimes de retraite et autres, nets	(256)	(112)	(67)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	5 202	5 140	4 381
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	(2 695)	(2 706)	(2 297)
Cession d'immobilisations (Note 3)	85	-	173
Variation des liquidités et des équivalents de trésorerie soumis à restrictions	27	(60)	(15)
Autres, nets	(72)	(61)	(37)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement	(2 655)	(2 827)	(2 176)
Activités de financement			
Émission de dette (Note 10)	1 509	841	1 022
Remboursement de dette (Note 10)	(955)	(752)	(822)
Émission nette (remboursement net) de papier commercial (Note 10)	137	451	(277)
Règlement des contrats de change sur la dette à long terme	(21)	-	-
Émission d'actions ordinaires découlant de la levée d'options d'achat d'actions (Note 14)	61	79	30
Impôts retenus versés sur le règlement net d'octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres (Note 14)	(44)	(2)	-
Rachat d'actions ordinaires (Note 13)	(1 992)	(1 742)	(1 505)
Achat d'actions ordinaires pour le règlement d'octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres	(15)	(2)	-
Achat d'actions ordinaires par les Fiducies d'actions (Note 13)	(60)	(100)	-
Dividendes versés	(1 159)	(996)	(818)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités de financement	(2 539)	(2 223)	(2 370)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents libellés en dollars US	15	11	3
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents	23	101	(162)
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice	153	52	214
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice	176 \$	153 \$	52 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés	(470) \$	(432) \$	(409) \$
Impôts sur les bénéfices versés (Note 4)	(653) \$	(725) \$	(722) \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

1	Énoncé des conventions comptables importantes	66
2	Recommandations comptables récentes	70
3	Autres produits	71
4	Impôts sur les bénéfices	72
5	Bénéfice par action	74
6	Débiteurs	75
7	Immobilisations	75
8	Actif incorporel et autres actifs	76
9	Créditeurs et autres	76
10	Dette à long terme	77
11	Autres passifs et crédits reportés	79
12	Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite	79
13	Capital-actions	88
14	Régimes de rémunération à base d'actions	89
15	Autre perte globale cumulée	95
16	Engagements et éventualités d'importance	96
17	Instruments financiers	102
18	Information sectorielle	104

Notes afférentes aux états financiers consolidés

La Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada et ses filiales en propriété exclusive, collectivement le « CN » ou la « Compagnie », œuvrent dans le secteur du transport ferroviaire et du transport connexe. Couvrant le Canada et le centre des États-Unis, de l'Atlantique au Pacifique et jusqu'au golfe du Mexique, le réseau du CN dessert les villes et les ports de Vancouver, Prince Rupert (Colombie-Britannique), Montréal, Halifax, La Nouvelle-Orléans, et Mobile (Alabama), ainsi que les grandes régions métropolitaines de Toronto, Buffalo, Chicago, Detroit, Duluth-Superior (Minnesota et Wisconsin), Green Bay (Wisconsin), Minneapolis-St. Paul, Memphis, et Jackson (Mississippi). Le CN a en outre des liaisons avec toutes les régions de l'Amérique du Nord. Les produits marchandises de la Compagnie sont tirés du transport d'un éventail diversifié et équilibré de marchandises, y compris les produits pétroliers et chimiques, les produits céréaliers et les engrais, le charbon, les métaux et les minéraux, les produits forestiers, l'intermodal et les véhicules automobiles.

1 – Énoncé des conventions comptables importantes

Mode de présentation

Ces états financiers consolidés sont exprimés en dollars CA, à moins d'indication contraire, et ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (PCGR), tels qu'ils sont codifiés dans la *Financial Accounting Standards Board (FASB) Accounting Standards Codification (ASC)*.

Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de toutes les filiales et entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Compagnie est le bénéficiaire principal. La Compagnie est le bénéficiaire principal des fiducies des régimes d'avantages sociaux du personnel (les « Fiducies d'actions »), puisqu'elle finance les Fiducies d'actions. Les placements sur lesquels la Compagnie exerce une influence notable sont comptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation et tous les autres placements sont comptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la valeur d'acquisition.

Utilisation des estimations

L'établissement des états financiers selon les PCGR exige de la part de la direction certaines estimations et hypothèses qui influent sur les produits, les charges, les actifs et les passifs présentés ainsi que sur l'information à fournir concernant les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers. La direction révisé ses estimations de façon continue, y compris les estimations relatives aux impôts sur les bénéfices, à l'amortissement, aux régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite, aux blessures corporelles et autres réclamations, ainsi qu'aux questions environnementales, en fonction de l'information disponible. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation provenant du transport de marchandises sont constatés pour les services exécutés par la Compagnie selon la méthode de l'avancement des travaux, en fonction de la durée du déplacement entre le point de départ et celui d'arrivée. La répartition des produits d'exploitation entre les périodes de déclaration est basée sur la durée relative du déplacement à chaque période, et les charges sont comptabilisées au moment où elles sont engagées. Les produits d'exploitation provenant de services de transport non ferroviaire sont constatés au fur et à mesure de la prestation du service ou lorsque les obligations contractuelles sont satisfaites. Les produits d'exploitation sont présentés déduction faite des taxes perçues des clients et remises aux gouvernements.

Impôts sur les bénéfices

La Compagnie utilise la méthode de l'actif et du passif d'impôts reportés pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, tout changement survenu dans le montant net des impôts sur les bénéfices reportés débiteurs ou créditeurs est inclus dans le calcul du poste Bénéfice net ou du poste Autre bénéfice (perte) global(e). Les impôts sur les bénéfices reportés débiteurs et créditeurs sont déterminés en fonction des taux d'impôts sur les bénéfices adoptés qu'on s'attend à appliquer au bénéfice imposable au cours des exercices durant lesquels on prévoit recouvrer ou régler les écarts temporaires.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour chaque période. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation exclut les actions détenues dans les Fiducies d'actions et inclut les octrois de rémunération à base d'actions réglés en titres de capitaux propres entièrement acquis à l'exclusion des options d'achat d'actions. Le bénéfice dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution selon la méthode du rachat d'actions. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte des effets dilutifs des actions ordinaires pouvant être émises à la levée des options d'achat d'actions en circulation et de rémunération réglée en titres de capitaux propres non acquis.

Change étranger

Toutes les filiales de la Compagnie aux États-Unis utilisent le dollar US comme monnaie fonctionnelle. Conséquemment, les actifs et passifs des filiales aux États-Unis sont convertis en dollars CA au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice. Tous les rajustements résultant de la conversion des activités d'exploitation des établissements à l'étranger sont inclus dans le poste Autre bénéfice (perte) global(e).

La Compagnie désigne la dette à long terme de la société mère libellée en dollars US comme couverture de change relativement à son investissement net dans les filiales aux États-Unis. Conséquemment, les gains et les pertes de change sur la conversion de la dette à long terme libellée en dollars US, depuis les dates de désignation, sont également inclus dans le poste Autre bénéfice (perte) global(e).

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent des placements très liquides, achetés trois mois ou moins avant la date d'échéance, et sont présentés au coût, lequel se rapproche de la valeur marchande.

Liquidités et équivalents de trésorerie soumis à restrictions

En vertu de ses ententes de lettres de crédit bilatérales conclues avec différentes banques, la Compagnie peut fournir des garanties, sous forme de liquidités et d'équivalents de trésorerie, pour une période minimale d'un mois, égales à au moins la valeur nominale des lettres de crédit émises. Les liquidités et les équivalents de trésorerie soumis à restrictions font l'objet d'une présentation distincte au bilan et comprennent des placements très liquides, achetés trois mois ou moins avant la date d'échéance, et sont présentés au coût, lequel se rapproche de la valeur marchande.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au coût, déduction faite des rajustements de la facturation et de la provision pour créances douteuses. La provision pour créances douteuses est établie selon la possibilité de recouvrement et tient compte des antécédents ainsi que des tendances ou incertitudes connues relativement à la possibilité de recouvrement. Les débiteurs considérés comme irrécouvrables sont radiés au moyen de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants auparavant radiés sont crédités aux créances douteuses dans le poste Risques divers et autres des États consolidés des résultats.

Matières et fournitures

Les matières et fournitures, qui sont principalement constituées de rails, de traverses et d'autres articles liés à la construction et à l'entretien des immobilisations et du matériel, ainsi que le carburant diesel, sont évaluées au coût moyen pondéré.

Immobilisations

Convention comptable relative à la capitalisation des coûts

Les activités ferroviaires de la Compagnie sont hautement capitalistiques. Les immobilisations de la Compagnie consistent principalement en des actifs homogènes ou constitués en réseau comme des rails, des traverses, du ballast et d'autres structures, qui forment les immobilisations des catégories Voie et chemin de roulement et Matériel roulant de la Compagnie. Les dépenses en immobilisations de la Compagnie servent au remplacement des actifs existants et à l'achat ou à la construction de nouveaux actifs dans le but d'améliorer son exploitation ou d'offrir de nouveaux services à ses clients. Une part importante des dépenses en immobilisations de la Compagnie est affectée à des actifs construits à l'interne, y compris le remplacement d'actifs existants de voie et de chemin de roulement et l'expansion du réseau ferroviaire, ainsi qu'à des révisions et remises à neuf importantes de matériel roulant.

Les dépenses sont capitalisées si elles prolongent la durée de vie utile de l'actif ou procurent des avantages futurs comme l'accroissement de la capacité de production de revenus, de la fonctionnalité ou de la capacité de production ou de service. La Compagnie a un processus permettant de déterminer si ses programmes d'immobilisations peuvent être capitalisés. Dans le cas de la voie et du chemin de roulement, la Compagnie met en œuvre des programmes d'immobilisations de base afin de remplacer ou de moderniser les actifs de l'infrastructure ferroviaire, qui sont capitalisés s'ils répondent aux critères de capitalisation.

De plus, dans le cas de la voie et du chemin de roulement, les dépenses en immobilisations qui correspondent à un niveau minimal d'activité, tel que défini par la Compagnie, sont également capitalisées comme suit :

- *nivellement* : pose de plates-formes, de murs de soutènement et de dispositifs de drainage;
- *rail et matériel de voie connexe* : pose de rails d'au moins 39 pieds en continu;
- *traverses* : pose d'au moins cinq traverses par 39 pieds; et
- *ballast* : pose de 171 verges cubes de ballast par mille de voie.

En ce qui a trait aux actifs acquis, la Compagnie capitalise tous les coûts nécessaires à la préparation des actifs pour l'usage auquel ils sont destinés. Sont capitalisés avec les actifs construits à l'interne, notamment, les dépenses liées aux coûts directs des matières, de la main-d'œuvre et des services contractuels, ainsi que d'autres coûts répartis qui ne sont pas imputés directement à des projets d'immobilisations. Ces coûts répartis comprennent, mais sans s'y limiter, les avantages sociaux, les petits outils et fournitures, l'entretien du matériel utilisé dans le cadre de projets et la supervision de projets. Au besoin, la Compagnie examine et rajuste la répartition pour tenir compte des coûts réels engagés chaque année.

Pour les rails, la Compagnie capitalise les coûts de meulage des rails, opération qui consiste à restaurer et à améliorer le profil des rails ainsi qu'à éliminer les irrégularités des rails usagés afin de prolonger la durée de vie utile. La durée de vie utile des rails augmente légèrement avec chaque meulage et, par conséquent, les coûts engagés sont capitalisés puisque cette opération prolonge la durée de vie utile des rails au-delà de celle correspondant à leur état initial ou actuel, des tonnes brutes additionnelles pouvant être transportées sur les rails pendant le reste de leur vie utile.

En ce qui a trait aux actifs constitués de ballast, la Compagnie effectue également des travaux de dégarnissage de banquettes de ballast, qui consistent à enlever une partie ou la totalité du ballast qui s'est détérioré au cours de sa durée de vie utile et à le remplacer par du nouveau ballast. La pose de ballast dans le cadre d'un projet de dégarnissage d'une banquette de ballast est considérée comme l'ajout d'un nouvel actif et non pas comme la réparation ou l'entretien d'un actif existant. Par conséquent, la Compagnie capitalise les dépenses liées au dégarnissage de banquettes de ballast, puisqu'il s'agit de la désaffectation d'un actif existant et de son remplacement par un nouvel actif. Selon la méthode de comptabilité par classes homogènes d'immobilisations, le ballast détérioré est désaffecté à son coût moyen calculé en fonction de la quantité de nouveau ballast ajouté.

Les coûts liés à la déconstruction et à l'enlèvement des actifs remplacés, appelés aux présentes coûts de démantèlement, se distinguent des coûts des actifs construits à l'interne selon la nature de l'activité connexe. Dans le cas des immobilisations de la catégorie Voie et chemin de roulement, les membres du personnel effectuent en même temps les travaux de démantèlement et de pose des nouveaux actifs de voie et de chemin de roulement, et par conséquent, la Compagnie effectue une estimation des coûts de main-d'œuvre et des autres coûts liés au démantèlement. La Compagnie détermine les coûts de démantèlement en se fondant sur une analyse des processus de pose de la voie et du chemin de roulement.

Les dépenses afférentes aux immobilisations de la Compagnie qui ne correspondent pas aux critères de capitalisation de la Compagnie sont passées en charges au titre de travaux de réparation et d'entretien normaux au moment où elles sont engagées. Dans le cas des immobilisations de la catégorie Voie et chemin de roulement, ces dépenses incluent, mais sans s'y limiter, le remplacement ponctuel de traverses et de rails, le remplacement de rails rompus, les inspections visuelles pour la détection de défauts de rails et la correction des défauts de voie mineurs, ainsi que d'autres travaux généraux d'entretien d'infrastructure de la voie.

Convention comptable relative à l'amortissement

Les immobilisations ferroviaires sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé qui comprend la réduction de valeur des actifs dépréciés. Le coût des immobilisations, y compris celles acquises en vertu de contrats de location-acquisition, déduction faite de la réduction de valeur des actifs dépréciés, est amorti selon la méthode linéaire sur la durée estimative de leur vie utile, qui est mesurée en années, à l'exception de celle des rails et du ballast qui sont mesurées en millions de tonnes brutes. La Compagnie utilise la méthode d'amortissement par classes homogènes selon laquelle un taux combiné d'amortissement unique est appliqué à l'investissement brut dans une catégorie d'actifs similaires, en dépit de petites différences au niveau de la durée de vie utile ou la valeur de récupération des unités d'immobilisation individuelles au sein d'une même catégorie d'actifs. La Compagnie utilise approximativement 40 différentes catégories d'actifs amortissables.

Pour tous les actifs amortissables, le taux d'amortissement est fondé sur la durée estimative de la vie utile des actifs. La détermination de la vraisemblance de la durée de vie utile estimative des immobilisations exige du jugement et repose sur l'information alors disponible, y compris des études périodiques sur l'amortissement réalisées par la Compagnie. Les immobilisations de la Compagnie aux États-Unis sont soumises à des études approfondies sur l'amortissement, conformément aux exigences du *Surface Transportation Board (STB)*, et sont réalisées par des experts externes. Les études sur l'amortissement à l'égard des immobilisations canadiennes ne sont pas exigées en vertu de la réglementation, sont réalisées à l'interne, sur une base périodique, et visent des catégories d'actif particulières. Les changements de durée de vie utile des actifs et des taux combinés d'amortissement connexes sont appliqués de façon prospective.

La durée de vie utile des rails est fondée sur l'utilisation future prévue des rails dans leur état existant, laquelle est déterminée au moyen de recherche et d'essais effectués dans le secteur ferroviaire (selon les caractéristiques des rails, notamment le poids, la courbure et la composition métallurgique), déduction faite de l'utilisation des rails à ce jour. Le taux combiné d'amortissement annuel des rails est déterminé en divisant le nombre estimatif annuel de tonnes brutes transportées sur les rails par la durée estimative de vie utile des rails, mesurée en millions de tonnes brutes. La Compagnie amortit le coût du meulage des rails sur le reste de la vie utile des rails, ce qui inclut le prolongement de la durée de vie utile attribuable au meulage des rails.

Actif incorporel

L'actif incorporel est principalement constitué des contrats et des relations avec les clients pris en charge dans le cadre d'acquisitions antérieures. Cet actif est amorti selon la méthode linéaire sur une durée de 40 à 50 ans.

La Compagnie examine la valeur comptable des actifs incorporels détenus et utilisés lorsqu'il apparaît, au vu des circonstances ou de l'évolution de la situation, qu'il se pourrait qu'on ne puisse récupérer cette valeur comptable sur la base des flux monétaires futurs non actualisés. Au terme de cet examen, les actifs identifiés comme ayant perdu de leur valeur sont inscrits au moindre de la valeur comptable ou de la juste valeur.

Programme de titrisation des débiteurs

Selon la structure de son programme de titrisation des débiteurs, la Compagnie comptabilise le produit reçu comme des emprunts avec nantissement.

Régimes de retraite

Le coût des régimes de retraite est déterminé selon des méthodes actuarielles. Le coût (bénéfice) net des prestations est constaté dans les charges d'exploitations au poste intitulé Main d'œuvre et avantages sociaux et inclut :

- le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par le personnel au cours de l'exercice;
- les intérêts débiteurs sur les obligations découlant des régimes de retraite;
- le rendement à long terme prévu de l'actif des caisses de retraite;
- l'amortissement du coût des prestations au titre des services passés et des modifications sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés participant aux régimes de retraite; et
- l'amortissement des gains et des pertes actuariels cumulatifs nets supérieurs à 10 % du solde, au début de l'exercice, des obligations projetées au titre des prestations ou de la valeur axée sur la valeur marchande de l'actif des régimes, selon le plus élevé des deux montants, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés participant aux régimes de retraite.

La capitalisation des régimes s'effectue par des cotisations fixées selon la méthode actuarielle de répartition des prestations projetées.

Avantages complémentaires de retraite

La Compagnie provisionne les coûts des avantages complémentaires de retraite, autres que les régimes de retraite, selon des méthodes actuarielles. Ces avantages, qui sont financés à mesure de leur exigibilité, englobent les programmes d'assurance-vie, les prestations au titre des soins de santé et, pour un groupe fermé d'employés, les facilités de transport gratuit par train.

La Compagnie amortit les gains et les pertes actuariels cumulatifs nets supérieurs à 10 % des obligations au titre des prestations projetées au début de l'exercice sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés participant au régime.

Rémunération à base d'actions

En ce qui concerne les octrois réglés en titres de capitaux propres, la charge liée à la rémunération à base d'actions est constatée sur la durée de service exigée en fonction de la juste valeur des octrois à la date de l'octroi. La juste valeur des octrois d'unités d'actions liées au rendement (UALR) est fonction du type d'octroi d'UALR. La juste valeur des octrois d'UALR-RCI est établie au moyen d'un modèle d'évaluation en treillis qui prend en compte une condition de prix minimum de l'action et la juste valeur des octrois d'UALR-RTA est déterminée à l'aide du modèle de simulation de Monte Carlo. La juste valeur des octrois d'unités d'actions différées (UAD) est établie selon le cours des actions à la date de l'octroi. La juste valeur des octrois d'options d'achat d'actions est calculée au moyen du modèle Black-Scholes de fixation des prix de l'option. Pour les octrois donnant lieu à un règlement en espèces, la charge liée à la rémunération à base d'actions est constatée sur la durée de service exigée en fonction de la juste valeur des octrois à la fin de chaque période.

Blessures corporelles et autres réclamations

Au Canada, la Compagnie comptabilise les coûts liés aux accidents du travail subis par les membres du personnel selon des estimations actuarielles actualisées du coût ultime découlant de telles blessures, incluant les coûts d'indemnisation et de soins de santé et les frais d'administration de tiers. Aux États-Unis, la Compagnie enregistre une provision pour les coûts prévus liés aux réclamations pour les blessures corporelles, les dommages aux biens et les maladies professionnelles, établie sur la base d'estimations actuarielles non actualisées de leurs coûts définitifs. Pour tout autre litige au Canada et aux États-Unis, la Compagnie maintient des provisions et les révisé régulièrement, selon une approche au cas par cas, lorsque la perte prévue est probable et peut raisonnablement être estimée selon l'information alors disponible.

Dépenses environnementales

Les dépenses environnementales liées aux activités courantes, ou découlant d'une situation existante causée par des activités antérieures, sont passées en charges au moment où elles sont engagées, sauf si elles sont susceptibles d'apporter une contribution aux activités courantes ou futures. Un passif à l'égard de l'environnement est comptabilisé lorsque des évaluations environnementales sont effectuées, lorsque des mesures correctives sont probables et lorsque les coûts peuvent raisonnablement être estimés, en fonction d'un plan d'action précis pour ce qui est de la technologie à employer et de l'ampleur des travaux nécessaires. La Compagnie enregistre une provision pour la quote-part qui lui est assignable dans le passif en tenant compte de sa responsabilité présumée ainsi que du nombre de tiers potentiellement responsables et de leur capacité à payer leurs quotes-parts respectives du passif. Les recouvrements de frais de mesures correctives environnementales auprès de tiers sont inscrits à titre d'actifs lorsque leur encaissement est considéré comme probable et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Instruments financiers dérivés

La Compagnie utilise à l'occasion des instruments financiers dérivés dans la gestion des risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, et les variations de juste valeur sont comptabilisées au poste Bénéfice net ou au poste Autre bénéfice (perte) global(e) selon la nature et l'efficacité de l'opération de couverture. Les produits et les charges se rapportant aux instruments financiers dérivés couverts sont comptabilisés dans la même catégorie que ceux générés par l'actif ou le passif sous-jacent.

2 – Recommandations comptables récentes

Durant l'exercice considéré, la Compagnie a adopté les récentes mises à jour *Accounting Standards Updates* (ASU) ci-dessous qui ont été publiées par le FASB :

Norme	Description	Incidence
ASU 2016-09, Compensation – Stock Compensation (Topic 718): Improvements to Employee Share-Based Payment Accounting	Cette mise à jour simplifie plusieurs aspects de la comptabilisation des paiements à base d'actions, dont les incidences fiscales, le classement des octrois à titre d'éléments de passif ou de capitaux propres et le classement dans l'état des flux de trésorerie. La nouvelle norme comprend de multiples modifications, pour lesquelles différentes méthodes d'application sont permises.	La Compagnie a décidé d'adopter cette norme de façon prospective en 2016 et la date d'entrée en vigueur était le 1 ^{er} janvier 2016. L'adoption de cette norme n'a pas eu une incidence significative sur les états financiers consolidés de la Compagnie.
ASU 2015-07, Fair Value Measurement (Topic 820): Disclosures for Investments in Certain Entities That Calculate Net Asset Value per Share (or its Equivalent)	Cette mise à jour élimine l'obligation de classer selon la hiérarchie des justes valeurs les investissements pour lesquels la juste valeur est évaluée, faute de mieux en pratique, au moyen de la convention d'évaluation relative à la valeur nette des actifs.	La Compagnie a adopté cette norme rétroactivement en 2016. Les investissements détenus par les régimes à prestations déterminées de la Compagnie et évalués à la valeur nette des actifs de 3 305 M\$ et de 3 511 M\$ aux 31 décembre 2016 et 2015, respectivement, ne sont plus inclus dans la hiérarchie des justes valeurs.

Les récentes mises à jour ASU ci-dessous, qui ont été publiées par le FASB, ont une date d'entrée en vigueur postérieure au 31 décembre 2016 et n'ont pas été adoptées par la Compagnie :

Norme ¹⁾	Description	Incidence	Date d'entrée en vigueur ²⁾
ASU 2016-18, Statement of Cash Flows (Topic 230): Restricted Cash	Cette norme exige que la variation survenue au cours de la période relativement au total des liquidités, des équivalents de trésorerie et des montants habituellement décrits comme des liquidités ou des équivalents de trésorerie soumis à restrictions soit expliquée dans un état des flux de trésorerie. Les modifications doivent être appliquées selon une méthode de transition rétrospective pour chaque période présentée.	Les modifications auront une incidence sur le classement et la présentation des liquidités soumises à restrictions dans l'état des flux de trésorerie de la Compagnie.	Le 15 décembre 2017. L'adoption anticipée est permise.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Norme ¹⁾	Description	Incidence	Date d'entrée en vigueur ²⁾
ASU 2016-13, <i>Financial Instruments – Credit Losses (Topic 326): Measurement of Credit Losses on Financial Instruments</i>	Cette mise à jour exige que les actifs financiers évalués au coût amorti soient présentés à la valeur comptable nette du montant que l'on s'attend à recouvrer. Les modifications remplacent la méthode actuelle de dépréciation fondée sur les pertes subies par un modèle qui est fondé sur les pertes de crédit attendues et qui tient compte d'une gamme plus élargie d'informations raisonnables et justifiables pour l'estimation des pertes de crédit attendues.	La Compagnie évalue l'effet que l'adoption de cette norme ASU aura sur ses états financiers consolidés. Elle ne s'attend pas à ce qu'elle ait des répercussions importantes.	Le 15 décembre 2019. L'adoption anticipée est permise.
ASU 2016-02, <i>Leases (Topic 842)</i>	Cette mise à jour exige que les preneurs comptabilisent au bilan les actifs et les passifs liés à la majorité des contrats de location. Les preneurs et les locataires sont tenus de comptabiliser et d'évaluer les contrats de location au début de la première période présentée au moyen d'une méthode rétrospective modifiée.	La Compagnie évalue l'effet que l'adoption de cette norme ASU aura sur ses états financiers consolidés. La Compagnie examine tous les contrats de location et prévoit que la majorité des contrats de location-exploitation seront constatés au Bilan consolidé. Le CN prévoit adopter les exigences de la norme ASU le 1 ^{er} janvier 2019.	Le 15 décembre 2018. L'adoption anticipée est permise.
ASU 2014-09, <i>Revenue from Contracts with Customers (Topic 606)</i>	Cette mise à jour définit les informations à fournir concernant la nature, le montant, l'échéance et l'incertitude liés aux produits et aux flux de trésorerie découlant de contrats que l'entité détient avec ses clients. Selon le principe de base de la nouvelle norme, une entité doit comptabiliser ses produits afin de décrire le transfert de biens ou de services à un client, et ce, pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services. La nouvelle norme permet le recours à la méthode de transition soit rétrospective, soit à effet cumulatif.	La Compagnie évalue l'effet que l'adoption de cette norme ASU aura sur ses états financiers consolidés et sur les divulgations connexes en procédant à l'examen des contrats qu'elle détient avec ses clients et qui sont en rapport avec la nouvelle norme. De plus, la Compagnie évalue la méthode de transition qui sera appliquée. Le CN adoptera les exigences de cette norme ASU à compter du 1 ^{er} janvier 2018.	Le 15 décembre 2017. L'adoption anticipée est permise.

1) D'autres ASU récemment publiées et devant être appliquées lors de périodes commençant le ou après le 1^{er} janvier 2017 ont été évaluées par la Compagnie et n'auront pas une incidence significative sur les états financiers de la Compagnie.

2) En vigueur pour les périodes annuelles et intérimaires débutant après la date indiquée.

3 – Autres produits

En millions	Exercice terminé le 31 décembre	2016	2015	2014
Gain sur la cession d'immobilisations ¹⁾		76 \$	- \$	99 \$
Gain sur la cession de terrains		17	52	21
Autres ²⁾		2	(5)	(13)
Total – Autres produits		95 \$	47 \$	107 \$

1) Outre les cessions d'immobilisations indiqués aux présentes, les données de 2014 comprennent d'autres gains de 19 M\$.

2) Comprend les gains et les pertes de change relativement à des contrats de change à terme et la réévaluation d'autres actifs et passifs monétaires libellés en dollars US. Voir la Note 17, Instruments financiers.

Cession d'immobilisations

2016

Viaduc du Sud

Le 1^{er} décembre 2016, la Compagnie a conclu la vente d'environ un mille de voie surélevée menant à la gare Centrale de Montréal, ainsi que de la voie et du chemin de roulement (collectivement le « Viaduc du Sud »), à CDPQ Infra Inc., une filiale en propriété exclusive de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour un produit en espèces de 85 M\$ avant les coûts de transaction. La transaction a donné lieu à un gain sur la cession de 76 M\$ (66 M\$ après impôts) qui a été comptabilisé dans le poste Autres produits, selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour les transactions immobilières.

2014

Guelph

Le 4 septembre 2014, la Compagnie a conclu une transaction avec Metrolinx en vue de vendre un tronçon de sa subdivision de Guelph, qui s'étend entre Georgetown et Kitchener, en Ontario, ainsi que la voie et le chemin de roulement, et certaines ententes visant les voyageurs (collectivement le « Guelph »), pour un produit en espèces de 76 M\$ avant les coûts de transaction. La Compagnie n'a pas répondu à toutes les exigences permettant de comptabiliser la transaction selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour les transactions immobilières, car la Compagnie maintient toujours une implication importante dans le Guelph. La Compagnie aura transféré presque tous les risques et les avantages inhérents à la propriété du Guelph en 2018, date à laquelle le gain sur la vente devrait être constaté.

Deux-Montagnes

Le 28 février 2014, la Compagnie a conclu une transaction avec l'Agence métropolitaine de transport en vue de vendre sa subdivision de Deux-Montagnes, qui s'étend entre Saint-Eustache et Montréal, au Québec, y compris le tunnel du Mont-Royal, ainsi que la voie et le chemin de roulement (collectivement le « Deux-Montagnes »), pour un produit en espèces de 97 M\$ avant les coûts de transaction. En vertu de l'entente, la Compagnie a obtenu le droit perpétuel de faire circuler des trains marchandises sur le Deux-Montagnes, selon le niveau d'activité en vigueur au moment de l'entente, et peut accroître ses activités d'exploitation moyennant une contrepartie additionnelle. La transaction a donné lieu à un gain sur la cession de 80 M\$ (72 M\$ après impôts) qui a été comptabilisé dans le poste Autres produits, selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour les transactions immobilières.

4– Impôts sur les bénéfices

Le taux d'imposition effectif consolidé de la Compagnie diffère du taux d'imposition canadien, ou national, fédéral prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif fluctue en raison d'éléments récurrents comme les taux d'imposition en vigueur dans les juridictions fiscales provinciales, fédérales et étatiques américaines ou les autres juridictions fiscales étrangères et de la proportion du bénéfice réalisée dans ces juridictions. Le taux d'imposition effectif fluctue aussi en raison d'éléments ponctuels, comme l'adoption de taux d'impôts et des taux d'imposition plus bas sur les dispositions d'immobilisations, susceptibles de se produire au cours d'un exercice donné.

Le tableau suivant présente le rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices :

<i>En millions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Taux d'imposition statutaire fédéral canadien		15 %	15 %	15 %
Charge d'impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition statutaire fédéral canadien		739 \$	731 \$	654 \$
Charge (recouvrement) d'impôts attribuables aux éléments suivants :				
Impôts provincial et étranger ¹⁾		532	550	531
Rajustements d'impôts reportés par suite de l'adoption de taux ²⁾		7	42	-
Gain sur les cessions ³⁾		(12)	(11)	(19)
Autres ⁴⁾		21	24	27
Charge d'impôts sur les bénéfices		1 287 \$	1 336 \$	1 193 \$
Versements en espèces d'impôts sur les bénéfices		653 \$	725 \$	722 \$

1) Comprend principalement l'incidence des impôts provinciaux au Canada et les impôts fédéral et étatiques aux États-Unis.

2) Comprend la charge nette d'impôts sur les bénéfices résultant de l'adoption de taux d'impôts provinciaux sur les sociétés.

3) Se rapporte aux écarts permanents découlant des taux d'imposition plus bas au titre des gains en capital pour le gain sur la cession d'immobilisations de la Compagnie au Canada.

4) Comprend les rajustements concernant la résolution de questions relatives aux impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, incluant des avantages fiscaux nets constatés et autres éléments.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau suivant présente de l'information concernant les impôts sur les bénéfices nationaux et étrangers :

<i>En millions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices				
National		3 726 \$	3 437 \$	3 042 \$
Étranger		1 201	1 437	1 318
<i>Total – Bénéfice avant impôts sur les bénéfices</i>		4 927 \$	4 874 \$	4 360 \$
Charge d'impôts sur les bénéfices exigibles				
National		568 \$	640 \$	522 \$
Étranger		15	96	255
<i>Total – Charge d'impôts sur les bénéfices exigibles</i>		583 \$	736 \$	777 \$
Charge d'impôts reportés				
National		450 \$	328 \$	271 \$
Étranger		254	272	145
<i>Total – Charge d'impôts reportés</i>		704 \$	600 \$	416 \$

Le tableau suivant présente les éléments importants des impôts reportés débiteurs et créditeurs :

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Impôts reportés débiteurs			
Passif relatif aux régimes de retraite		130 \$	147 \$
Passif à l'égard de blessures corporelles et de réclamations en justice		66	64
Passif à l'égard de questions environnementales et autres réclamations		166	179
Passif relatif aux avantages complémentaires de retraite		83	82
Pertes de change non matérialisées		58	124
Pertes d'exploitation nettes et crédits d'impôts reportés en avant ¹⁾		23	26
<i>Total – Impôts reportés débiteurs</i>		526 \$	622 \$
Impôts reportés créditeurs			
Immobilisations		8 673 \$	8 303 \$
Actif relatif aux régimes de retraite		243	348
Autres		83	76
<i>Total – Impôts reportés créditeurs</i>		8 999 \$	8 727 \$
<i>Montant total net des impôts reportés créditeurs</i>		8 473 \$	8 105 \$
Montant total net des impôts reportés créditeurs			
National		3 334 \$	3 074 \$
Étranger		5 139	5 031
<i>Montant total net des impôts reportés créditeurs</i>		8 473 \$	8 105 \$

1) Les pertes d'exploitation nettes et les crédits d'impôts reportés en avant viendront à échéance entre 2018 et 2036.

Sur une base annuelle, la Compagnie évalue la nécessité d'établir une provision pour moins-value relative à ses impôts reportés débiteurs et, si la Compagnie juge qu'il est plus probable qu'improbable que ses impôts reportés débiteurs ne seront pas matérialisés, une provision pour moins-value est inscrite. La matérialisation ultime des impôts reportés débiteurs dépend de la génération de revenus imposables futurs au cours des périodes durant lesquelles ces écarts temporaires sont déductibles. Pour faire cette évaluation, la direction tient compte des versements prévus des impôts reportés créditeurs, de l'existence de périodes permettant de reporter en arrière ou en avant et des revenus imposables futurs projetés. Au 31 décembre 2016, pour que la totalité des impôts reportés débiteurs se matérialise entièrement, la Compagnie devra générer des revenus imposables futurs d'environ 2,1 G\$ et, étant donné le niveau historique de ses revenus imposables et les projections de revenus imposables futurs au cours des périodes durant lesquelles les impôts reportés débiteurs seront déductibles, la direction est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que la Compagnie réalisera les avantages liés à ces écarts déductibles. La direction a évalué l'incidence de la conjoncture économique actuelle et a conclu que cette conjoncture n'aura pas d'effets importants sur ses hypothèses de matérialisation des impôts reportés débiteurs. Au 31 décembre 2016, la Compagnie n'a pas constaté d'impôts reportés débiteurs de 242 M\$ (2015 - 234 M\$) pour la perte de change non réalisée afférente à son investissement net dans des filiales aux États-Unis inscrite au poste Autre perte globale cumulée, car la Compagnie ne prévoit pas que cet écart temporaire se résorbe dans un avenir prévisible.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau suivant présente le rapprochement des avantages fiscaux non constatés relativement aux positions fiscales nationales et étrangères de la Compagnie :

<i>En millions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Avantages fiscaux non constatés bruts au début de l'exercice		27 \$	35 \$	30 \$
<i>Augmentations aux titres suivants :</i>				
Positions fiscales relatives à l'exercice courant		16	4	3
Positions fiscales relatives aux exercices antérieurs		24	8	3
<i>Diminutions aux titres suivants :</i>				
Règlements		(2)	(14)	-
Expiration de la prescription applicable		(4)	(6)	(1)
<i>Avantages fiscaux non constatés bruts à la fin de l'exercice</i>		61 \$	27 \$	35 \$
Rajustements pour tenir compte de conventions fiscales et autres accords		(7)	(8)	(6)
<i>Avantages fiscaux non constatés nets à la fin de l'exercice</i>		54 \$	19 \$	29 \$

Au 31 décembre 2016, le montant total des avantages fiscaux non constatés bruts s'est établi à 61 M\$, avant la prise en compte des conventions fiscales et autres accords intervenus entre les autorités fiscales. Au 31 décembre 2016, le montant des avantages fiscaux non constatés nets s'élevait à 54 M\$. S'ils étaient constatés, 20 M\$ des avantages fiscaux non constatés nets au 31 décembre 2016 auraient une incidence sur le taux d'imposition effectif. La Compagnie estime qu'il est raisonnablement possible qu'un montant d'environ 7 M\$ des avantages fiscaux non constatés nets au 31 décembre 2016, lié à diverses questions fiscales fédérales, étatiques et provinciales, chacune étant négligeable, pourrait être résolu au cours des douze prochains mois, par suite de règlements et de l'expiration de la prescription applicable.

La Compagnie comptabilise les intérêts et pénalités courus relativement aux avantages fiscaux non constatés bruts au poste Charge d'impôts sur les bénéfices dans les États consolidés des résultats. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Compagnie a comptabilisé un montant d'environ 2 M\$ (2015 - 1 M\$; 2014 - 1 M\$) au titre des intérêts et des pénalités courus. Au 31 décembre 2016, les intérêts et pénalités courus de la Compagnie se chiffraient à environ 4 M\$ (2015 - 4 M\$).

Au Canada, les déclarations de revenus fédérales et provinciales produites par la Compagnie pour les exercices 2011 à 2015 peuvent encore faire l'objet d'un examen de la part des autorités fiscales. Un examen des déclarations de revenus fédérales produites par la Compagnie pour les exercices 2011 et 2012 est en cours et devrait être complété en 2017. Aux États-Unis, les déclarations de revenus fédérales produites pour les exercices 2013 et 2015 ainsi que les déclarations de revenus étatiques produites pour les exercices 2012 à 2015 peuvent encore faire l'objet d'un examen de la part des autorités fiscales. L'examen des déclarations de revenus fédérales américaines produites par la Compagnie pour l'exercice 2014 est complété et des examens de certaines déclarations de revenus étatiques sont présentement effectués. La Compagnie ne prévoit pas que les résolutions définitives de ces questions auront des répercussions importantes sur ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

5 – Bénéfice par action

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action :

<i>En millions, sauf les données relatives aux actions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Bénéfice net		3 640 \$	3 538 \$	3 167 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation		776,0	800,7	819,9
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions		3,2	4,4	3,6
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution</i>		779,2	805,1	823,5
Bénéfice de base par action		4,69 \$	4,42 \$	3,86 \$
Bénéfice dilué par action		4,67 \$	4,39 \$	3,85 \$
Unités non incluses dans le calcul, car leur inclusion n'aurait pas eu un effet dilutif :				
Options d'achat d'actions		1,2	0,8	0,4
Unités d'actions liées au rendement		0,2	-	-

6 – Débiteurs

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Transport de marchandises		752 \$	705 \$
Autres		151	180
<i>Débiteurs bruts</i>		903	885
Provision pour créances douteuses		(28)	(7)
<i>Débiteurs nets</i>		875 \$	878 \$

7 – Immobilisations

<i>En millions</i>	31 décembre 2016				31 décembre 2015		
	Taux d'amortissement	Coût	Amortissement cumulé	Net	Amortissement		
					Coût	cumulé	Net
Immobilisations y compris les contrats de location-acquisition							
Voie et chemin de roulement ¹⁾	2 %	34 684 \$	7 744 \$	26 940 \$	33 941 \$	7 830 \$	26 111 \$
Matériel roulant	5 %	6 493	2 521	3 972	6 216	2 362	3 854
Immeubles	2 %	1 851	652	1 199	1 791	624	1 167
Informatique ²⁾	9 %	1 198	628	570	1 067	567	500
Autres	4 %	1 941	867	1 074	1 812	820	992
<i>Total des immobilisations y compris les contrats de location-acquisition</i>							
		46 167 \$	12 412 \$	33 755 \$	44 827 \$	12 203 \$	32 624 \$
Contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations							
Voie et chemin de roulement ³⁾		415 \$	70 \$	345 \$	415 \$	66 \$	349 \$
Matériel roulant		370	138	232	748	301	447
Immeubles		109	28	81	109	26	83
Autres		131	30	101	122	36	86
<i>Total des contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations</i>							
		1 025 \$	266 \$	759 \$	1 394 \$	429 \$	965 \$

1) Comprend 2 446 M\$ de terrains au 31 décembre 2016 (2015 - 2 487 M\$).

2) La Compagnie a capitalisé 106 M\$ au titre du coût de développement de logiciels à l'interne en 2016 (2015 - 85 M\$).

3) Comprend un montant de 108 M\$ au titre d'accès aux emprises au 31 décembre 2016 (2015 - 108 M\$).

8 – Actif incorporel et autres actifs

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Charges reportées ¹⁾		73 \$	75 \$
Placements ²⁾		68	69
Actif incorporel		67	71
Débiteurs à long terme ¹⁾		33	57
Autres éléments d'actif à long terme ¹⁾		47	48
Total – Actif incorporel et autres actifs		288 \$	320 \$

1) En 2016, certains autres actifs ont été reclassés dans de nouvelles rubriques dans le poste Actif incorporel et autres actifs. Cette modification n'a aucune incidence sur les bilans consolidés de la Compagnie présenté auparavant puisque le Total - Actif incorporel et autres actifs resté inchangé. Les données comparatives de 2015 ont été retraitées pour respecter la présentation de l'exercice courant.

2) Au 31 décembre 2016, la Compagnie détenait 54 M\$ (2015 - 56 M\$) de placements comptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation et 14 M\$ (2015 - 13 M\$) de placements comptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la valeur d'acquisition. Voir la Note 17, Instruments financiers, pour de l'information sur la juste valeur des placements.

9 – Crédoiteurs et autres

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Comptes fournisseurs		484 \$	391 \$
Charges salariales à payer		327	287
Charges courues		141	192
Intérêts courus		129	122
Impôts sur les bénéfices et autres taxes		122	254
Passif à l'égard de blessures corporelles et autres réclamations (Note 16)		76	51
Provisions à l'égard de l'environnement (Note 16)		50	51
Passif relatif à la rémunération à base d'actions (Note 14)		45	39
Passif relatif aux avantages complémentaires de retraite (Note 12)		18	18
Autres		127	151
Total – Crédoiteurs et autres		1 519 \$	1 556 \$

10 – Dette à long terme

<i>En millions</i>	Échéance	Montant libellé en dollars US	31 décembre	2016	2015
Billets et débetures ¹⁾					
Canadien National :					
5,80 %	10 ans, billets ²⁾	1 ^{er} juin 2016	250 \$ US	- \$	346 \$
1,45 %	5 ans, billets ²⁾	15 déc. 2016	300 \$ US	-	415
-	3 ans, billets à taux variable ³⁾	14 nov. 2017	250 \$ US	336	346
5,85 %	10 ans, billets ²⁾	15 nov. 2017	250 \$ US	336	346
5,55 %	10 ans, billets ²⁾	15 mai 2018	325 \$ US	436	450
6,80 %	20 ans, billets ²⁾	15 juil. 2018	200 \$ US	269	277
5,55 %	10 ans, billets ²⁾	1 ^{er} mars 2019	550 \$ US	738	761
2,75 %	7 ans, billets ²⁾	18 févr. 2021		250	250
2,85 %	10 ans, billets ²⁾	15 déc. 2021	400 \$ US	537	554
2,25 %	10 ans, billets ²⁾	15 nov. 2022	250 \$ US	336	346
7,63 %	30 ans, débetures	15 mai 2023	150 \$ US	201	208
2,95 %	10 ans, billets ²⁾	21 nov. 2024	350 \$ US	470	484
2,80 %	10 ans, billets ²⁾	22 sept. 2025		350	350
2,75 %	10 ans, billets ²⁾	1 ^{er} mars 2026	500 \$ US	671	-
6,90 %	30 ans, billets ²⁾	15 juil. 2028	475 \$ US	638	657
7,38 %	30 ans, débetures ²⁾	15 oct. 2031	200 \$ US	269	277
6,25 %	30 ans, billets ²⁾	1 ^{er} août 2034	500 \$ US	671	692
6,20 %	30 ans, billets ²⁾	1 ^{er} juin 2036	450 \$ US	604	623
6,71 %	Puttable Reset Securities PURS ^{SM 2)}	15 juil. 2036	250 \$ US	336	346
6,38 %	30 ans, débetures ²⁾	15 nov. 2037	300 \$ US	403	415
3,50 %	30 ans, billets ²⁾	15 nov. 2042	250 \$ US	336	346
4,50 %	30 ans, billets ²⁾	7 nov. 2043	250 \$ US	336	346
3,95 %	30 ans, billets ²⁾	22 sept. 2045		400	400
3,20 %	30 ans, billets ²⁾	2 août 2046	650 \$ US	872	-
4,00 %	50 ans, billets ²⁾	22 sept. 2065		100	100
Illinois Central :					
7,70 %	100 ans, débetures	15 sept. 2096	125 \$ US	168	173
BC Rail :					
	90 ans, billets subordonnés ne portant pas intérêt ⁴⁾	14 juil. 2094		842	842
Total des billets et débetures				10 905 \$	10 350 \$
Autres					
Papier commercial				605	458
Obligations découlant de contrats de location-acquisition				344	522
Total – Dette brute				11 854	11 330
Escompte net non amorti et coûts liés à l'émission de titres de créance ⁴⁾				(917)	(903)
Total – Dette ⁵⁾				10 937	10 427
Moins : Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an				1 489	1 442
Total – Dette à long terme				9 448 \$	8 985 \$

1) Les billets et les débetures de la Compagnie ne sont pas garantis.

2) Les titres de créance à taux fixe sont rachetables en tout temps, en totalité ou en partie, au gré de la Compagnie, à la valeur nominale ou à un prix fixé selon une formule tenant compte des taux d'intérêt en vigueur au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

3) Ce billet à taux variable porte intérêt au taux London Interbank Offered Rate (LIBOR) de trois mois, majoré de 0,17 %. Au 31 décembre 2016, le taux d'intérêt s'établissait à 1,07 % (2015 - 0,53 %).

4) Au 31 décembre 2016, ces billets ont été enregistrés à titre de dette à escompte de 10 M\$ (2015 - 10 M\$), avec un taux d'intérêt implicite de 5,75 % (2015 - 5,75 %). L'escompte de 832 M\$ (2015 - 832 M\$) est inclus dans le poste Escompte net non amorti et coûts liés à l'émission de titres de créance.

5) Voir la Note 17, Instruments financiers, pour de l'information sur la juste valeur de la dette.

Facilité de crédit renouvelable

La Compagnie a une facilité de crédit renouvelable non garantie auprès d'un consortium de prêteurs, qui peut être utilisée pour les besoins généraux de la Compagnie, y compris à titre de garantie pour ses programmes de papier commercial. Le 11 mars 2016, une modification a été apportée à l'entente de facilité de crédit, ce qui a augmenté la facilité de crédit de 800 M\$ à 1,3 G\$ à compter du 5 mai 2016. La facilité de crédit modifiée se compose d'une tranche de 420 M\$ échéant le 5 mai 2019 et d'une tranche de 880 M\$ échéant le 5 mai 2021. La capacité augmentée procure à la Compagnie une plus grande souplesse financière. L'entente de facilité de crédit permet une augmentation du montant de la facilité, jusqu'à concurrence de 1,8 G\$, ainsi que l'option de prolonger la durée d'une année supplémentaire à chaque date anniversaire, sous réserve de l'approbation de chacun des prêteurs. La facilité de crédit permet de réaliser des emprunts à divers taux d'intérêt, dont le taux préférentiel au Canada, les taux des acceptations bancaires, le taux des fonds américains fédéraux en vigueur et le taux London Interbank Offered Rate (LIBOR), majorés des marges applicables, selon les cotes de crédit pour les titres d'emprunt du CN. L'entente relative à la facilité de crédit comporte une clause restrictive financière qui limite le montant de la dette par rapport à la capitalisation totale et que la Compagnie respecte. Aux 31 décembre 2016 et 2015, la Compagnie n'avait aucun emprunt en circulation en vertu de sa facilité de crédit renouvelable, et aucun retrait n'a été effectué au cours des exercices terminés les 31 décembre 2016 et 2015.

Papier commercial

La Compagnie a un programme de papier commercial au Canada et aux États-Unis. Ces deux programmes, garantis par la facilité de crédit renouvelable de la Compagnie, permettent à cette dernière d'émettre du papier commercial jusqu'à concurrence d'un montant maximal total de 1,3 G\$ sur le principal, ou l'équivalent en dollars US, sur une base combinée. La facilité de crédit, qui était auparavant de 800 M\$, a été augmentée le 5 mai 2016. Au 31 décembre 2016, les emprunts totaux de papier commercial de la Compagnie s'élevaient à 451 M\$ US (605 M\$) (2015 - 331 M\$ US [458 M\$]) au taux d'intérêt moyen pondéré de 0,65 % (2015 - 0,41 %), inscrits au poste Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an des Bilans consolidés. L'échéance du papier commercial de la Compagnie est de moins de 90 jours.

Le tableau ci-dessous présente les émissions et les remboursements de papier commercial :

<i>En millions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Émissions de papier commercial		3 656 \$	2 624 \$	2 443 \$
Remboursements de papier commercial		(3 519)	(2 173)	(2 720)
<i>Émission nette (remboursement net) de papier commercial</i>		137 \$	451 \$	(277) \$

Programme de titrisation des débiteurs

La Compagnie a une entente qui prévoit la vente, à des fiduciaires non liées, d'une participation indivise dans des débiteurs renouvelables pour un produit en espèces maximal de 450 M\$. Le 25 octobre 2016, la Compagnie a prolongé d'un an la durée de cette entente, soit jusqu'au 1^{er} février 2019. Aux 31 décembre 2016 et 2015, la Compagnie n'avait pas reçu de produits en vertu du programme de titrisation des débiteurs.

Facilités de lettres de crédit bilatérales

La Compagnie a des ententes portant sur des facilités de lettres de crédit bilatérales engagées. En 2016, la Compagnie a prolongé la durée de la majorité de ces ententes d'un an jusqu'au 28 avril 2019, et a conclu différentes ententes portant sur des facilités de lettres de crédit bilatérales non engagées. Ces ententes ont été conclues avec différentes banques relativement à l'obligation de la Compagnie de fournir des lettres de crédit dans le cours normal des affaires. En vertu de ces ententes, la Compagnie peut, de temps à autre, fournir des garanties, sous forme de trésorerie ou d'équivalents, pour une période minimale d'un mois, égales à au moins la valeur nominale des lettres de crédit émises. Au 31 décembre 2016, la Compagnie avait des lettres de crédit en circulation de 451 M\$ (2015 - 551 M\$) en vertu des facilités de lettres de crédit bilatérales engagées sur un montant total disponible de 508 M\$ (2015 - 575 M\$) et de 68 M\$ (2015 - néant \$) en vertu des facilités de lettres de crédit bilatérales non engagées. Au 31 décembre 2016, des montants de 426 M\$ (2015 - 523 M\$) et de 68 M\$ (2015 - néant \$) ont été donnés en garantie en vertu des facilités de lettres de crédit bilatérales engagées et non engagées, respectivement, et sont comptabilisés au poste Liquidités et équivalents de trésorerie soumis à restrictions.

Obligations de contrats de location-acquisition

En 2016, la Compagnie a enregistré des actifs de 57 M\$ acquis par des contrats de location de matériel (2015 - néant \$), pour lesquels un montant de dette correspondant a été inscrit. Au 31 décembre 2016, les obligations liées aux contrats de location-acquisition sont garanties par des immobilisations dont la valeur comptable nette était de 403 M\$ (2015 - 603 M\$). Les taux d'intérêt applicables aux contrats de location-acquisition varient entre 0,7 % et 6,8 %, et les dates d'échéance vont de 2017 à 2037. Au 31 décembre 2016, les intérêts implicites afférents à ces contrats se chiffraient à 95 M\$ (2015 - 118 M\$).

Échéances de la dette à long terme

Le tableau suivant présente les échéances de la dette à long terme existante au 31 décembre 2016, incluant les paiements aux fins des obligations découlant des contrats de location-acquisition, pour les cinq prochaines années et ultérieurement :

<i>En millions</i>	Contrats de location-acquisition	Dettes	Total
2017 ¹⁾	212 \$	1 277 \$	1 489 \$
2018	17	697	714
2019	10	730	740
2020	16	-	16
2021	6	781	787
2022 et ultérieurement	83	7 108	7 191
Total	344 \$	10 593 \$	10 937 \$

1) Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an.

Montant de la dette libellée en dollars US

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Billets et débetures		6 675 \$ US	6 075 \$ US
Papier commercial		451	331
Obligations découlant de contrats de location-acquisition		158	274
Montant total en \$ US de la dette libellée en dollars US		7 284 \$ US	6 680 \$ US
Montant total en \$ CA de la dette libellée en dollars US		9 780 \$	9 245 \$

11 – Autres passifs et crédits reportés

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Passif à l'égard des blessures corporelles et autres réclamations (Note 16) ¹⁾		225 \$	245 \$
Provisions à l'égard de l'environnement (Note 16) ¹⁾		36	59
Passif relatif à la rémunération à base d'actions (Note 14) ¹⁾		35	63
Crédits reportés et autres		297	277
Total – Autres passifs et crédits reportés		593 \$	644 \$

1) Voir la Note 9, Crédeurs et autres pour la tranche à court terme correspondante.

12 – Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite

La Compagnie offre divers régimes de retraite en vertu desquels presque tous les membres de son personnel ont droit, à l'âge de la retraite, à des prestations généralement fondées sur la rémunération et les années de service et (ou) les cotisations. Sous réserve de certaines exigences minimales sur le plan des années de service et de l'âge, les cadres supérieurs et les membres de la haute direction sont également admissibles à des avantages complémentaires de retraite additionnels en vertu de l'allocation de retraite spéciale, du Régime supplémentaire de retraite à l'intention de la haute direction ou du Régime supplémentaire de retraite à cotisations déterminées à l'intention de la haute direction.

La Compagnie offre aussi des avantages complémentaires de retraite à certains employés, qui procurent de l'assurance-vie et des prestations au titre des soins de santé et, à un groupe fermé d'employés, des facilités de transport gratuit par train pendant la retraite. Ces avantages complémentaires de retraite sont financés à mesure de leur exigibilité. Les tableaux ci-après portent sur tous les régimes de retraite à prestations déterminées de la Compagnie. Toutefois, sauf indication contraire, les descriptions ci-dessous portent exclusivement sur le régime de retraite principal de la Compagnie, à savoir le Régime de retraite du CN.

Description du Régime de retraite du CN

Le Régime de retraite du CN est un régime contributif à prestations déterminées qui couvre la majorité des membres du personnel du CN. La pension versée est surtout fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des derniers gains annuels ouvrant droit à pension et les membres du personnel sont, en règle générale, tenus d'y adhérer dès leur entrée en fonction. Les prestations de retraite sont indexées après la retraite au moyen d'un mécanisme de partage des gains (des pertes), sous réserve d'augmentations minimales garanties. Le fiduciaire des caisses fiduciaires de retraite de la Compagnie (qui comprend la Caisse fiduciaire de retraite du CN) est une société de fiducie indépendante. À titre de fiduciaire, celle-ci exerce certaines fonctions; elle doit notamment détenir les titres légaux de l'actif de la Caisse fiduciaire de retraite du CN et assurer le respect, par la Compagnie, en sa qualité d'administrateur, des dispositions du Régime de retraite du CN et de la législation qui s'y applique. La date de mesure utilisée par la Compagnie pour le Régime de retraite du CN est le 31 décembre.

Politique de capitalisation

Les cotisations des membres du personnel au Régime de retraite du CN sont déterminées selon les modalités du régime. Les cotisations patronales sont conformes aux dispositions législatives du gouvernement du Canada, la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, y compris aux modifications qui y sont apportées et à son règlement d'application, et ces cotisations respectent des seuils minimum et maximum déterminés selon les résultats d'évaluations actuarielles. Les évaluations actuarielles doivent généralement être effectuées tous les ans pour tous les régimes de retraite canadiens ou lorsque le Bureau du surintendant des institutions financières le juge opportun. Ces évaluations actuarielles sont établies conformément aux exigences législatives et aux recommandations de l'Institut canadien des actuaires pour l'évaluation des régimes de retraite. Des évaluations actuarielles doivent aussi être effectuées tous les ans pour les régimes de retraite admissibles aux États-Unis de la Compagnie.

Les évaluations actuarielles les plus récentes effectuées en date du 31 décembre 2015, que la Compagnie a déposées pour ses régimes de retraite enregistrés canadiens, indiquaient un excédent de capitalisation d'environ 2,2 G\$ sur une base de continuité et un excédent de capitalisation d'environ 0,3 G\$ sur une base de solvabilité, calculés selon la moyenne triennale du ratio de liquidation hypothétique des régimes en vertu du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*. La législation fédérale sur les pensions exige que les déficits de capitalisation, tels que calculés en vertu de la réglementation actuelle en matière de retraite, soient payés sur un certain nombre d'années. Il est aussi possible d'obtenir une lettre de crédit pour répondre aux exigences de paiements de solvabilité.

Les prochaines évaluations actuarielles de la Compagnie exigées en date du 31 décembre 2016 pour ses régimes de retraite canadiens seront effectuées en 2017. Ces évaluations actuarielles devraient indiquer un excédent de capitalisation d'environ 2,5 G\$ sur une base de continuité, tandis que l'on s'attend à ce qu'elles indiquent un excédent de capitalisation d'environ 0,1 G\$ sur une base de solvabilité. En se fondant sur les résultats anticipés de ces évaluations, la Compagnie prévoit verser en 2017 des cotisations en espèces totales d'environ 115 M\$ au titre de tous ses régimes de retraite. Au 1^{er} février 2017, la Compagnie avait versé 60 M\$ à ses régimes à prestations déterminées pour 2017.

Actif des régimes

L'actif des divers régimes de retraite à prestations déterminées canadiens de la Compagnie est principalement détenu dans des caisses fiduciaires (les « Fiducies ») distinctes qui sont diversifiées selon la catégorie d'actif, le pays et les stratégies d'investissement. Chaque année, le Conseil d'administration du CN examine et confirme ou modifie l'Énoncé des politiques et procédures d'investissement (l'« EPPI »), qui comprend la cible de pondération à long terme de l'actif (la « Politique ») et les indices de référence connexes. La Politique est fondée sur une perspective à long terme de l'économie mondiale, sur l'évolution des obligations au titre des prestations des régimes, sur les prévisions de rendement des marchés pour chaque catégorie d'actif et sur l'état actuel des marchés des capitaux.

Chaque année, la Division des investissements du CN (le « Gestionnaire de fonds »), dont le mandat est d'investir et d'administrer l'actif des régimes, propose une stratégie d'investissement (la « Stratégie ») pour l'année suivante. On s'attend à ce que la Stratégie diffère de la Politique en raison de la situation de l'économie et des marchés et des attentes à ce moment-là. Le Comité des investissements du Conseil d'administration (le « Comité ») compare régulièrement la pondération réelle des actifs des régimes avec celles de la Politique et de la Stratégie, et compare le rendement réel des régimes de retraite de la Compagnie au rendement des indices de référence.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

En 2016, la Politique et la pondération réelle de l'actif des régimes de retraite de la Compagnie, fondées sur la juste valeur s'établissent comme suit :

	Politique	Pondération réelle de l'actif des régimes	
		2016	2015
Encaisse et placements à court terme	3 %	3 %	2 %
Obligations et investissements hypothécaires	40 %	33 %	30 %
Titres d'emprunt privés ¹⁾	-	1 %	1 %
Placements en actions ¹⁾	42 %	38 %	41 %
Biens immobiliers	4 %	2 %	2 %
Investissements pétroliers et gaziers	7 %	6 %	5 %
Investissements d'infrastructure ¹⁾	4 %	5 %	5 %
Titres à rendement absolu	-	10 %	11 %
Titres pondérés en fonction du risque	-	2 %	3 %
Total	100 %	100 %	100 %

1) Certains actifs présentés en 2015 ont été reclassés du poste Investissements d'infrastructure aux postes Titres d'emprunt privés et Placements en actions pour respecter la présentation de l'exercice courant.

Le Comité doit approuver tous les placements importants dans des titres non liquides. L'EPPI permet l'utilisation d'instruments financiers dérivés pour réaliser des stratégies, couvrir et atténuer des risques existants ou anticipés, mais interdit les placements dans des titres de la Compagnie ou de ses filiales. Les investissements détenus dans les régimes de retraite de la Compagnie sont principalement constitués de ce qui suit :

- Encaisse et placements à court terme composés principalement de titres très liquides assurant que des flux de trésorerie suffisants sont disponibles pour faire face aux versements de prestations à court terme. Les placements à court terme se composent surtout d'obligations émises par des banques à charte canadiennes.
- Obligations comprenant les titres obligataires émis ou garantis par les gouvernements et des personnes morales, ainsi que les billets de société et les placements dans des fonds de titres de créance des marchés émergents. Au 31 décembre 2016, 66 % (2015 - 74 %) des obligations étaient émises ou garanties par les gouvernements du Canada, des États-Unis ou autres. Les investissements hypothécaires sont constitués de produits hypothécaires composés principalement de prêts ordinaires ou de prêts avec participation garantis par des propriétés commerciales.
- Titres d'emprunt privés constitués de participations dans des fonds de titres d'emprunt privés axés sur la production d'un rendement stable.
- Placements en actions constitués principalement de titres cotés en bourse, diversifiés par pays, par émetteur et par secteur industriel et de participations dans des fonds de capitaux propres, qui comprennent des placements dans des secteurs diversifiés tels que l'énergie et les soins de santé. Au 31 décembre 2016, la pondération la plus importante par émetteur individuel d'un titre coté en bourse était d'environ 2 % (2015 - 2 %) et la pondération la plus importante par secteur industriel s'établissait à environ 21 % (2015 - 22 %).
- Portefeuille de biens immobiliers diversifié, qui comprend des terrains canadiens et des propriétés commerciales, déduction faite de la dette hypothécaire associée, le cas échéant, et des placements dans des fonds de capital-investissement immobilier.
- Investissements pétroliers et gaziers comprenant des propriétés pétrolières et gazières ainsi que des titres cotés et non cotés en bourse de sociétés pétrolières et gazières.
- Investissements d'infrastructure constitués de participations dans des fonds d'infrastructure privés, de prêts à terme et de billets d'entreprises d'infrastructure et de titres cotés en bourse d'entreprises d'infrastructure et de services publics.
- Titres à rendement absolu, qui sont constitués principalement d'un portefeuille d'unités de fonds spéculatifs gérés à l'externe, qui sont investis dans différentes stratégies acheteur-vendeur visant des fonds multistratégie, à revenu fixe, d'actions et macroéconomique. Les gestionnaires font l'objet d'un suivi continu par un contrôle diligent des opérations et des placements.
- Titres pondérés en fonction du risque, qui constituent un portefeuille d'unités de fonds gérés à l'externe dont les risques de la catégorie d'actifs sont gérés de façon à être rajustés en fonction des risques afin de bénéficier de primes à l'égard des catégories d'actif.

Le Gestionnaire de fonds des régimes surveille quotidiennement l'évolution des marchés et les risques relatifs aux marchés, aux devises, aux prix des marchandises et aux taux d'intérêt. Lorsqu'il investit dans des titres étrangers, les régimes sont exposés au risque lié au change étranger qui peut être couvert ou atténué, et dont l'effet est inclus dans l'évaluation des titres étrangers. Après déduction du montant ajusté ou couvert, l'exposition des régimes aux risques liés au change étranger au 31 décembre 2016 se présentait comme suit : dollar CA : 64 %; dollar américain : 15 %; devises européennes : 8 %; yen japonais : 6 %; diverses autres devises : 7 %. Le risque lié aux taux d'intérêt représente le risque que la juste valeur des placements fluctue en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. La sensibilité aux taux d'intérêt dépend du moment et du montant des flux de trésorerie liés à l'actif et au passif portant intérêt des régimes. Des instruments dérivés sont utilisés de temps à autre pour modifier la pondération de l'actif des régimes ou l'exposition du portefeuille ou des transactions prévues aux risques relatifs aux devises étrangères, aux taux d'intérêt et aux marchés. Les instruments dérivés sont des ententes contractuelles dont la valeur est fonction des taux d'intérêt et des taux de change ainsi que du cours des actions ou des prix des marchandises. Ils peuvent comprendre des contrats à terme de gré à gré, des contrats à terme standardisés, des options et des swaps, et se classent dans des catégories de placement en fonction de leur risque sous-jacent. Lorsque des instruments dérivés sont utilisés à des fins de couverture, les gains ou les pertes associés à ces instruments dérivés sont compensés par la variation correspondante de la valeur des actifs visés par la couverture. Les politiques établies pour gérer le risque de crédit exigent des transactions avec des contreparties considérées comme ayant une grande qualité de crédit.

Le rendement global des marchés financiers et le niveau des taux d'intérêt ont une incidence sur la capitalisation des régimes de retraite de la Compagnie, en particulier du principal régime de retraite canadien de la Compagnie. Des variations défavorables du rendement des régimes de retraite et des taux d'intérêt depuis la date des dernières évaluations actuarielles pourraient avoir des répercussions défavorables importantes sur l'état de capitalisation des régimes et sur les résultats d'exploitation de la Compagnie.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les tableaux qui suivent présentent la juste valeur des actifs des régimes aux 31 décembre 2016 et 2015, par catégorie d'actifs :

Paramètres de mesure de la juste valeur au 31 décembre 2016

<i>En millions</i>	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur nette des actifs ¹⁾
Encaisse et placements à courts termes ²⁾	571 \$	83 \$	488 \$	- \$	- \$
Obligations ³⁾					
Canada, États-Unis et supranational	1 418	-	1 418	-	-
Provinces du Canada et municipalités	2 384	-	2 384	-	-
Sociétés	1 475	-	1 475	-	-
Dettes de marchés émergents	509	-	509	-	-
Investissements hypothécaires ⁴⁾	106	-	106	-	-
Titres d'emprunt privés ⁵⁾	226	-	-	-	226
Actions ⁶⁾					
Actions canadiennes	1 846	1 670	-	-	176
Actions américaines	997	949	-	-	48
Actions internationales	3 853	3 853	-	-	-
Biens immobiliers ⁷⁾	383	-	-	324	59
Investissements pétroliers et gaziers ⁸⁾	1 076	336	18	722	-
Investissements d'infrastructure ⁹⁾	805	-	92	-	713
Fonds à rendement absolu ¹⁰⁾					
Multistratégie	1 005	-	-	-	1 005
Revenu fixe	304	-	-	-	304
Actions	35	-	-	-	35
Macroéconomique	428	-	-	-	428
Titres pondérés en fonction du risque ¹¹⁾	311	-	-	-	311
Total	17 732 \$	6 891 \$	6 490 \$	1 046 \$	3 305 \$
Autres ¹²⁾	99				
Total – Actif des régimes	17 831 \$				

Paramètres de mesure de la juste valeur au 31 décembre 2015

<i>En millions</i>	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur nette des actifs ¹⁾
Encaisse et placements à courts termes ²⁾	389 \$	47 \$	342 \$	- \$	- \$
Obligations ³⁾					
Canada, États-Unis et supranational	1 280	-	1 280	-	-
Provinces du Canada et municipalités	2 611	-	2 611	-	-
Sociétés	911	-	911	-	-
Dettes de marchés émergents	471	-	471	-	-
Investissements hypothécaires ⁴⁾	127	-	127	-	-
Titres d'emprunt privés ^{5) 13)}	203	-	-	-	203
Actions ⁶⁾					
Actions canadiennes ¹³⁾	1 743	1 532	-	-	211
Actions américaines	1 236	1 236	-	-	-
Actions internationales	4 315	4 315	-	-	-
Biens immobiliers ⁷⁾	357	-	-	331	26
Investissements pétroliers et gaziers ⁸⁾	1 012	234	12	766	-
Investissements d'infrastructure ^{9) 13)}	847	10	102	-	735
Fonds à rendement absolu ¹⁰⁾					
Multistratégie	714	-	-	-	714
Revenu fixe	440	-	-	-	440
Actions	261	-	-	-	261
Macroéconomique	499	-	-	-	499
Titres pondérés en fonction du risque ¹¹⁾	422	-	-	-	422
Total	17 838 \$	7 374 \$	5 856 \$	1 097 \$	3 511 \$
Autres ¹²⁾	79				
Total – Actif des régimes	17 917 \$				

Niveau 1 : La juste valeur est déterminée en fonction de la valeur à la cote d'actifs identiques sur des marchés actifs.

Niveau 2 : La juste valeur est déterminée en fonction d'autres données importantes observables.

Niveau 3 : La juste valeur est déterminée en fonction des données importantes non observables.

Valeur nette des actifs : Investissements évalués à la valeur nette des actifs, faute de mieux en pratique.

Les notes complémentaires au tableau sont présentées à la page suivante.

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la juste valeur des investissements classés dans la catégorie de niveau 3 :

Paramètres de mesure de la juste valeur en fonction des données importantes non observables (Niveau 3)

<i>En millions</i>	Biens Immobiliers ⁷⁾	Investissements pétroliers et gazières ⁸⁾	Total
Solde au 31 décembre 2014	317 \$	1 008 \$	1 325 \$
Rendement réel relatif aux actifs toujours détenus à la date de clôture	34	(213)	(179)
Achats	23	-	23
Ventes	(3)	-	(3)
Décaissements	(40)	(29)	(69)
Solde au 31 décembre 2015	331 \$	766 \$	1 097 \$
Rendement réel relatif aux actifs toujours détenus à la date de clôture	15	(24)	(9)
Achats	1	-	1
Décaissements	(23)	(20)	(43)
Solde au 31 décembre 2016	324 \$	722 \$	1 046 \$

- 1) En raison de l'adoption rétrospective de la norme ASU 2015-07, les investissements évalués à la valeur nette des actifs par action, faute de mieux en pratique, ne sont plus classés dans la hiérarchie des justes valeurs. Voir la Note 2, Recommandations comptables récentes, pour de plus amples renseignements.
- 2) L'encaisse et les placements à court terme sont évalués au coût, lequel se rapproche de la juste valeur, et sont classés dans la catégorie de niveau 1 et dans la catégorie de niveau 2, respectivement.
- 3) Les obligations, à l'exclusion des fonds de titres de créances des marchés émergents, sont évaluées à partir de données sur les cours moyens obtenues auprès de fournisseurs indépendants de données concernant l'établissement des prix. Lorsque les prix ne sont pas disponibles auprès de sources indépendantes, la juste valeur est basée sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs établie au moyen des rendements actuels pour des instruments comparables. Les fonds de titres de créances des marchés émergents sont évalués en fonction des données sur la valeur nette des actifs, qui sont facilement accessibles et publiées par chaque gestionnaire de fonds indépendant. Toutes les obligations sont classées dans la catégorie de niveau 2.
- 4) La juste valeur de 106 M\$ (2015 - 127 M\$) des investissements hypothécaires classés dans la catégorie de niveau 2 s'appuie sur la valeur actuelle des flux de trésorerie nets futurs établie au moyen des rendements actuels pour des instruments comparables.
- 5) Les placements dans les titres d'emprunt privés d'une valeur de 226 M\$ (2015 - 203 M\$) s'appuient sur la valeur nette des actifs telle que déclarée par chaque gestionnaire de fonds, généralement au moyen d'une analyse des flux monétaires actualisés.
- 6) La juste valeur des placements en actions classés dans la catégorie de niveau 1 est déterminée en fonction de la valeur à la cote d'actifs identiques sur des marchés actifs. La juste valeur de 176 M\$ (2015 - 211 M\$) des placements en actions canadiennes classés comme valeur nette des actifs est principalement constituée de placements dans des fonds de capitaux propres liés au secteur de l'énergie, et s'appuie sur la valeur nette des actifs telle que déclarée par chaque gestionnaire de fonds. La juste valeur de 48 M\$ (2015 - néant \$) des placements en actions américaines classés comme valeur nette des actifs est constituée d'un placement dans un fonds de capitaux propres américain, et s'appuie sur la valeur nette des actifs telle que déclarée par le gestionnaire du fonds.
- 7) La juste valeur des biens immobiliers de 324 M\$ (2015 - 331 M\$) comprend des terrains et des immeubles, déduction faite de la dette hypothécaire associée de néant \$ (2015 - 4 M\$), et est classée dans la catégorie de niveau 3. Les terrains sont évalués en fonction de la juste valeur d'actifs comparables et les immeubles sont évalués en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie nets futurs estimatifs ou de la juste valeur d'actifs comparables. Des évaluations indépendantes des terrains et des immeubles sont effectuées tous les trois ans sur une base rotationnelle. La dette hypothécaire est évaluée en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie nets futurs établie au moyen des rendements actuels pour des instruments comparables. La juste valeur de 59 M\$ (2015 - 26 M\$) des placements dans des fonds de capital-investissement immobilier s'appuie sur la valeur nette des actifs telle que déclarée par chaque gestionnaire de fonds, généralement au moyen d'une analyse des flux monétaires actualisés ou de multiples de capitalisation.
- 8) Les investissements pétroliers et gazières classés dans la catégorie de niveau 1 sont évalués en fonction de la valeur à la cote sur des marchés actifs. Les investissements dans les titres pétroliers et gazières négociés sur un marché secondaire sont évalués en fonction du plus récent prix de transaction et sont classés dans la catégorie de niveau 2. Les investissements de 722 M\$ (2015 - 766 M\$) classés dans la catégorie de niveau 3 sont constitués de propriétés pétrolières et gazières en exploitation, et la juste valeur est basée sur les flux de trésorerie nets futurs estimatifs actualisés en fonction des taux courants du marché pour les transactions visant des actifs similaires. Les flux de trésorerie nets futurs s'appuient sur les prix pétroliers et gazières prévus et sur la projection de la production annuelle future et des coûts.
- 9) Les investissements d'infrastructure de néant \$ (2015 - 10 M\$) classés dans la catégorie de niveau 1 sont évalués en fonction de la valeur à la cote d'actifs identiques sur des marchés actifs, les prêts à terme et les billets de 92 M\$ (2015 - 102 M\$) émis par des entreprises d'infrastructure et classés dans la catégorie de niveau 2 sont évalués en fonction de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs établie au moyen des rendements actuels pour des instruments comparables et les fonds d'infrastructure de 713 M\$ (2015 - 735 M\$) classés comme valeur nette des actifs sont évalués en fonction de la valeur nette des actifs telle que déclarée par chaque gestionnaire de fonds, généralement au moyen d'une analyse des flux monétaires actualisés ou de multiples de capitalisation.
- 10) Les titres à rendement absolu sont évalués à la valeur nette des actifs telle que déclarée par chaque gestionnaire de fonds indépendant. Tous les titres à rendement absolu comportent des dispositions de rachat établies par contrat dont la fréquence va de mensuelle à annuelle, et les périodes de préavis d'achat varient de 5 à 90 jours.
- 11) Les titres pondérés en fonction du risque sont évalués à la valeur nette des actifs déclarée par chaque gestionnaire de fonds indépendant. Tous les fonds comportent des dispositions de rachat établies par contrat dont la fréquence va de quotidienne à annuelle, et les périodes de préavis d'achat varient de 5 à 60 jours.
- 12) Les actifs de la catégorie Autres sont constitués principalement d'actifs d'exploitation de 163 M\$ (2015 - 119 M\$) et de passifs d'exploitation de 64 M\$ (2015 - 40 M\$) nécessaires pour l'administration des actifs des Fiducies et des activités de prestations et de capitalisation des régimes. Ces actifs sont évalués au coût et n'ont été répartis dans aucune catégorie de juste valeur.
- 13) Certains actifs présentés en 2015 ont été reclassés du poste Investissements d'infrastructures aux postes Titres d'emprunt privés et Actions canadiennes pour des montants de 203 M\$ et de 187 M\$, respectivement, pour respecter la présentation de l'exercice courant.

Obligations et situation de capitalisation au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et d'avantages complémentaires de retraite

En millions	Exercice terminé le 31 décembre	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
		2016	2015	2016	2015
Évolution des obligations découlant des régimes					
Obligations projetées découlant des régimes au début de l'exercice		17 081 \$	17 279 \$	269 \$	267 \$
Modifications		-	1	-	-
Intérêts débiteurs		543	650	8	10
Perte actuarielle (gain actuariel) sur l'obligation au titre des prestations projetées		614	(112)	10	(8)
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de la période		124	152	2	3
Cotisations des participants aux régimes		53	58	-	-
Change étranger – fluctuations		(10)	55	(2)	14
Prestations versées, règlements et transferts		(1 039)	(1 002)	(17)	(17)
Obligations projetées découlant des régimes à la fin de l'exercice ¹⁾		17 366 \$	17 081 \$	270 \$	269 \$
Élément représentant des augmentations salariales futures		(328)	(334)	-	-
Obligations cumulées découlant des régimes à la fin de l'exercice		17 038 \$	16 747 \$	270 \$	269 \$
Évolution de l'actif des régimes					
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice		17 917 \$	17 761 \$	- \$	- \$
Cotisations de l'employeur		144	108	-	-
Cotisations des participants aux régimes		53	58	-	-
Change étranger – fluctuations		(5)	34	-	-
Rendement réel sur l'actif des régimes		761	958	-	-
Prestations versées, règlements et transferts		(1 039)	(1 002)	-	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice ¹⁾		17 831 \$	17 917 \$	- \$	- \$
Capitalisation – Excédent (déficit) de la juste valeur de l'actif des régimes par rapport aux obligations projetées découlant des régimes à la fin de l'exercice		465 \$	836 \$	(270) \$	(269) \$

1) Pour le Régime de retraite du CN au 31 décembre 2016, les obligations projetées découlant des régimes étaient de 16 078 M\$ (2015 - 15 794 M\$) et la juste valeur de l'actif des régimes était de 16 933 M\$ (2015 - 17 038 M\$). La date de mesure utilisée pour tous les régimes est le 31 décembre.

Montants constatés aux Bilans consolidés

En millions	31 décembre	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
		2016	2015	2016	2015
Actif à long terme – Actif relatif aux régimes de retraite		907 \$	1 305 \$	- \$	- \$
Passif à court terme (Note 9)		-	-	(18)	(18)
Passif à long terme – Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite		(442)	(469)	(252)	(251)
Montant total constaté		465 \$	836 \$	(270) \$	(269) \$

Montants constatés au poste Autre perte globale cumulée (Note 15)

En millions	31 décembre	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
		2016	2015	2016	2015
Gain (perte) actuariel(le) net(te) ¹⁾		(2 888) \$	(2 204) \$	6 \$	21 \$
Coût des prestations au titre des services passés ²⁾		(14) \$	(17) \$	(2) \$	(4) \$

1) En 2017, la perte actuarielle nette relativement aux régimes à prestations déterminées et le gain actuariel net relativement aux avantages complémentaires de retraite qui seront amortis du poste Autre perte globale cumulée vers les éléments du coût (produit) net des prestations sont estimés à 189 M\$ et à 4 M\$, respectivement.

2) En 2017, les coûts des prestations au titre des services passés relativement aux régimes à prestations déterminées et aux avantages complémentaires de retraite qui seront amortis du poste Autre perte globale cumulée vers les éléments du coût (produit) net des prestations sont estimés à 4 M\$ et à 1 M\$, respectivement.

Information sur les régimes de retraite pour lesquels les obligations cumulées découlant des régimes sont supérieures à l'actif des régimes

En millions	31 décembre	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
		2016	2015	2016	2015
Obligations projetées découlant des régimes		637 \$	743 \$	S.O.	S.O.
Obligations cumulées découlant des régimes		574 \$	656 \$	S.O.	S.O.
Juste valeur de l'actif des régimes		207 \$	274 \$	S.O.	S.O.

Éléments du coût (produit) net des prestations au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et d'avantages complémentaires de retraite

En millions	Exercice terminé le 31 décembre	Régimes de retraite			Avantages complémentaires de retraite		
		2016	2015	2014	2016	2015	2014
Coût des prestations au titre des services rendus							
au cours de la période		124 \$	152 \$	132 \$	2 \$	3 \$	2 \$
Intérêts débiteurs		543	650	711	8	10	12
Perte au titre des règlements		10	4	3	-	-	-
Rendement prévu sur l'actif des régimes		(1 018)	(1 004)	(978)	-	-	-
Amortissement du coût des prestations							
au titre des services passés		3	4	4	2	1	2
Amortissement de la perte actuarielle							
nette (du gain actuariel net)		177	228	124	(5)	(4)	(4)
Coût (produit) net des prestations		(161) \$	34 \$	(4) \$	7 \$	10 \$	12 \$

Hypothèses selon une moyenne pondérée utilisées pour comptabiliser les régimes de retraite à prestations déterminées et d'avantages complémentaires de retraite

31 décembre	Régimes de retraite			Avantages complémentaires de retraite		
	2016	2015	2014	2016	2015	2014
Pour déterminer les obligations projetées découlant des régimes						
Taux d'actualisation ¹⁾	3,81 %	3,99 %	3,87 %	3,96 %	4,14 %	3,86 %
Taux d'augmentation de la rémunération ²⁾	2,75 %	2,75 %	3,00 %	2,75 %	2,75 %	3,00 %
Pour déterminer le coût (bénéfice) net des prestations						
Taux pour déterminer le coût des prestations au titre						
des services rendus au cours de la période ³⁾	4,24 %	3,87 %	4,73 %	4,59 %	3,86 %	4,69 %
Taux pour déterminer le coût financier ³⁾	3,27 %	3,87 %	4,73 %	3,35 %	3,86 %	4,69 %
Taux d'augmentation de la rémunération ²⁾	2,75 %	3,00 %	3,00 %	2,75 %	3,00 %	3,00 %
Rendement prévu sur l'actif des régimes ⁴⁾	7,00 %	7,00 %	7,00 %	S.O.	S.O.	S.O.

1) L'hypothèse de taux d'actualisation de la Compagnie, qui est formulée une fois par année, à la fin de l'exercice, est déterminée par la direction avec la collaboration d'actuaire indépendants. Le taux d'actualisation est utilisé pour mesurer la somme unique qui, si elle était investie à la date de mesure dans un portefeuille de titres de créance de grande qualité à notation AA ou supérieure, produirait les flux de trésorerie nécessaires pour payer les prestations de retraite au moment où elles sont dues. Les prestations futures prévues au titre des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite canadiens sont actualisées au moyen de taux courants établis en fonction d'une courbe dérivée des rendements d'obligations de sociétés à notation AA pour chaque année d'échéance.

2) Le taux d'augmentation de la rémunération est déterminé par la Compagnie en se fondant sur ses plans à long terme au titre de telles augmentations.

3) En 2015 et au cours des exercices précédents, le coût des prestations au titre des services rendus au cours de la période et le coût financier ont été déterminés en fonction du taux d'actualisation utilisé pour mesurer l'obligation au titre des prestations projetées au début de la période. À compter de 2016, comme il est décrit dans la section « Adoption de l'approche des taux courants » de la présente note, la Compagnie a adopté l'approche des taux courants pour mesurer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier pour tous les régimes de retraite à prestations déterminées et d'avantages complémentaires de retraite.

4) Le taux de rendement à long terme prévu est déterminé en fonction de la performance future prévue pour chaque catégorie d'actif et est pondéré en fonction de la politique de placement. Pour 2016, la Compagnie a utilisé un taux de rendement à long terme hypothétique de 7,00 % sur la valeur axée sur la valeur marchande de l'actif des régimes pour calculer le coût (produit) net des prestations. La Compagnie a choisi d'utiliser une valeur axée sur la valeur marchande des actifs, selon laquelle les gains et les pertes réalisés et non réalisés et l'appréciation et la dépréciation de la valeur des investissements sont comptabilisés sur une période de cinq ans, alors que le produit des investissements est comptabilisé immédiatement. Pour 2017, la Compagnie maintiendra son hypothèse relative au taux de rendement à long terme prévu sur l'actif des régimes à 7,00 % afin de tenir compte des prévisions actuelles de la direction à l'égard du rendement à long terme des placements.

Prestations futures prévues

Le tableau qui suit montre les prestations prévues en vertu des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite pour les cinq prochains exercices et les cinq exercices ultérieurs :

<i>En millions</i>	Régimes de retraite	Avantages complémentaires de retraite
2017	1 032 \$	18 \$
2018	1 038 \$	18 \$
2019	1 045 \$	18 \$
2020	1 049 \$	18 \$
2021	1 052 \$	17 \$
Exercices de 2022 à 2026	5 215 \$	81 \$

Régimes à cotisations déterminées et autres régimes

La Compagnie maintient des régimes de retraite à cotisations déterminées pour certains employés salariés de même que pour certains employés régis par des conventions collectives. La Compagnie maintient également d'autres régimes, y compris un régime d'épargne 401 (k) pour certains membres du personnel aux États-Unis. Les cotisations de la Compagnie à ces régimes ont été passées en charges au moment où elles ont été engagées et, en 2016, elles s'élevaient à 18 M\$ (2015 - 18 M\$; 2014 - 16 M\$).

Cotisations au régime interentreprises

En vertu de conventions collectives, la Compagnie participe à un régime d'avantages sociaux interentreprises, le *Railroad Employees National Early Retirement Major Medical Benefit Plan*, qui procure des prestations de soins de santé au titre d'avantages complémentaires de retraite à certains retraités. Les cotisations de la Compagnie en vertu de ce régime ont été passées en charges au moment où elles ont été engagées et elles se sont élevées à 12 M\$ en 2016 (2015 - 10 M\$; 2014 - 10 M\$). Le taux de contribution annuel s'appliquant au régime était de 178,45 \$ par mois par employé en service actif en 2016 (2015 - 140,54 \$). Le régime comptait 416 retraités participants en 2016 (2015 - 777 retraités).

Adoption de l'approche des taux courants

En 2016, la Compagnie a adopté prospectivement l'approche des taux courants pour mesurer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier pour tous les régimes de retraite à prestations déterminées et d'avantages complémentaires de retraite et a comptabilisé cette adoption comme un changement d'estimation comptable. En 2015 et au cours des exercices précédents, ces coûts étaient déterminés en fonction du taux d'actualisation utilisé pour mesurer l'obligation au titre des prestations projetées au début de la période.

Avec l'approche des taux courants, la mesure du coût des services rendus au cours de la période et du coût financier est plus précise parce qu'il existe une corrélation plus étroite entre les flux de trésorerie projetés et les taux d'actualisation courants qui correspondent à leur échéance. En vertu de cette approche, les taux d'actualisation courants individuels sur la même courbe des taux qui sert à déterminer l'obligation au titre des prestations projetées sont appliqués aux flux de trésorerie projetés pertinents pour le coût des services rendus au cours de la période à la date d'échéance. Plus précisément, on mesure le coût des services rendus au cours de la période en fonction des flux de trésorerie liés aux prestations que les participants actifs d'un régime devraient accumuler l'année suivante, tandis qu'on détermine le coût financier en multipliant les flux de trésorerie projetés qui constituent l'obligation au titre des prestations projetées par leur taux d'actualisation courant correspondant à chacune des échéances. L'utilisation de l'approche des taux courants n'a pas d'incidence sur la mesure de l'obligation au titre des prestations projetées.

En fonction du rendement des obligations au 31 décembre 2015, les taux d'actualisation courants individuels utilisés pour déterminer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier en vertu de l'approche des taux courants étaient respectivement de 4,24 % et de 3,27 % en 2016, contre 3,99 % pour les deux coûts, en vertu de l'approche applicable en 2015 et au cours des exercices précédents. Pour 2016, la Compagnie estime que l'adoption de l'approche des taux courants a augmenté d'environ 130 M\$ le produit net des prestations par rapport à l'approche applicable en 2015 et au cours des exercices précédents.

En fonction du rendement des obligations au 31 décembre 2016, les taux d'actualisation courants individuels utilisés pour déterminer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier en vertu de l'approche des taux courants sont respectivement de 4,11 % et de 3,15 % en 2017.

13 – Capital-actions

Capital-actions autorisé

Le capital-actions autorisé de la Compagnie est constitué des titres suivants :

- un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale;
- un nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie A, sans valeur nominale, pouvant être émises en série;
- un nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie B, sans valeur nominale, pouvant être émises en série.

Actions ordinaires

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015	2014
Actions ordinaires émises		763,8	788,6	809,4
Actions ordinaires détenues dans les Fiducies d'actions		(1,8)	(1,4)	-
Actions ordinaires en circulation		762,0	787,2	809,4

Programmes de rachat d'actions

La Compagnie peut racheter des actions, conformément à une offre publique de rachat (OPR) dans le cours normal des activités, au prix courant du marché, plus les frais de courtage, ou à tout autre prix pouvant être autorisé par la Bourse de Toronto. En vertu de son OPR en cours, la Compagnie peut racheter jusqu'à concurrence de 33,0 millions d'actions ordinaires entre le 30 octobre 2016 et le 29 octobre 2017. Au 31 décembre 2016, la Compagnie avait racheté 3,5 millions d'actions ordinaires en vertu de son programme actuel.

Le tableau suivant présente l'information relative aux programmes de rachat d'actions pour les exercices terminés les 31 décembre 2016, 2015 et 2014 :

<i>En millions, sauf les données relatives aux actions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Nombre d'actions ordinaires rachetées ¹⁾		26,4	23,3	22,4
Prix moyen pondéré par action ²⁾		75,85 \$	75,20 \$	67,38 \$
Montant des rachats ³⁾		2 000 \$	1 750 \$	1 505 \$

1) Inclut les rachats d'actions ordinaires effectués à chaque trimestre de 2016, aux premier, troisième et quatrième trimestres de 2015 et aux premier et quatrième trimestres de 2014 en vertu d'ententes privées entre la Compagnie et des tiers vendeurs sans lien de dépendance.

2) Inclut les frais de courtage, le cas échéant.

3) Inclut les règlements dans les périodes subséquentes.

Achat d'actions par les Fiducies d'actions

En 2014, la Compagnie a constitué les Fiducies d'actions dans le but d'acheter des actions ordinaires sur le marché libre, qui seront utilisées afin d'offrir des actions ordinaires en vertu du Régime d'unités d'actions (voir la Note 14, Régimes de rémunération à base d'actions). Les actions achetées par les Fiducies d'actions sont détenues jusqu'à ce que la Compagnie demande au fiduciaire de transférer des actions aux participants au Régime d'unités d'actions. Les actions ordinaires achetées par les Fiducies d'actions sont comptabilisées comme des actions rachetées. Les Fiducies d'actions peuvent vendre des actions sur le marché libre afin de faciliter les paiements de la Compagnie à l'égard des obligations des employés en matière de retenue d'impôt à la source. En 2017, les Fiducies d'actions pourraient acheter jusqu'à 0,9 million d'actions ordinaires sur le marché libre en vue de règlements futurs au titre des octrois d'UALR donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, les Fiducies d'actions ont versé 0,3 million d'actions ordinaires, d'un coût historique de 23 M\$, représentant un prix moyen pondéré par action de 73,31 \$, en règlement en vertu du Régime d'unités d'actions, et ont acheté 0,7 million d'actions ordinaires pour un montant de 60 M\$ à un prix moyen pondéré par action de 84,99 \$, incluant les frais de courtage.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, les Fiducies d'actions ont acheté 1,4 million d'actions ordinaires pour un montant de 100 M\$ à un prix moyen pondéré par action de 73,31 \$, incluant les frais de courtage.

Surplus d'apport

Le poste Surplus d'apport inclut la charge au titre de la rémunération à base d'actions réglée en titres de capitaux propres et d'autres éléments relatifs aux octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres. Ce poste inclut également la modification de certains octrois de rémunération réglée en espèces en octrois de rémunération réglée en titres de capitaux propres, qui représente la juste valeur des octrois de rémunération à base d'actions réglée en espèces qui ont été modifiés en 2014 pour donner lieu à un règlement en actions ordinaires de la Compagnie, et qui consiste en 132 M\$, 60 M\$ et 17 M\$ liés à des UAD, à des UALR et à d'autres régimes, respectivement (voir la Note 14, Régimes de rémunération à base d'actions). Lorsque les octrois donnant lieu à un règlement en titre de capitaux propres sont levés ou réglés, la charge au titre de la rémunération à base d'actions relative à ces octrois est reclassée hors du poste Surplus d'apport au poste Actions ordinaires.

14 – Régimes de rémunération à base d'actions

La Compagnie offre divers régimes de rémunération à base d'actions pour les membres du personnel admissibles. Les principaux régimes de la Compagnie sont décrits aux présentes.

Le tableau qui suit présente la charge liée à la rémunération à base d'actions pour les octrois consentis aux termes de tous les régimes ainsi que l'avantage fiscal connexe et l'avantage fiscal excédentaire constatés dans les résultats, pour les exercices terminés les 31 décembre 2016, 2015 et 2014 :

<i>En millions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Régime d'unités d'actions				
Octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres		42 \$	39 \$	2 \$
Octrois donnant lieu à un règlement en espèces		16	14	117
<i>Total – Charge du régime d'unités d'actions</i>		58 \$	53 \$	119 \$
Régime d'intéressement volontairement différé (RIVD)				
Octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres		1 \$	- \$	- \$
Octrois donnant lieu à un règlement en espèces		5	(3)	33
<i>Total – Charge du RIVD (recouvrement)</i>		6 \$	(3) \$	33 \$
Octrois d'options d'achat d'actions				
		12 \$	11 \$	9 \$
<i>Total – Charge de rémunération à base d'actions</i>		76 \$	61 \$	161 \$
Avantage fiscal constaté dans les résultats		17 \$	14 \$	43 \$
Avantage fiscal excédentaire constaté dans les résultats ¹⁾		5 \$	S.O.	S.O.

1) Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'avantage fiscal excédentaire est constaté dans les résultats conformément à la norme ASU 2016-09.

Régime d'unités d'actions

L'objectif du Régime d'unités d'actions est d'accroître la capacité de la Compagnie d'attirer et de retenir des employés talentueux et de fournir un alignement entre les intérêts de ces employés et des actionnaires de la Compagnie. Dans le cadre de son Régime d'unités d'actions, la Compagnie octroie des unités d'actions liées au rendement (UALR).

Les UALR-RCI octroyées deviennent acquises lorsque sont atteints certains objectifs associés au rendement du capital investi (RCI) sur la période de trois ans du régime. De tels critères d'acquisition selon la performance donnent lieu à des facteurs d'acquisition qui varient de 0 % à 200 % pour les UALR-RCI octroyées en 2016 et en 2015 (de 0 % à 150 % pour les UALR-RCI en circulation et octroyées avant le 31 décembre 2014), selon le niveau de RCI atteint. Le paiement est conditionnel à l'atteinte d'un seuil minimal du cours des actions, calculé selon le cours moyen des trois derniers mois de la période du régime.

Les facteurs d'acquisition des octrois d'UALR-RTA, introduits en 2015, varient de 0 % à 200 %, sous réserve d'atteindre une condition du rendement total des actionnaires (RTA) par rapport au marché, sur la période de trois ans du régime, qui repose sur la performance du RTA relatif de la Compagnie par rapport au groupe de chemins de fer de classe I et à des éléments de l'indice S&P/TSX 60.

Le 9 décembre 2014, 0,5 million d'UALR-RCI réglées en espèces, octroyées en 2013, et 0,4 million d'UALR-RCI réglées en espèces, octroyées en 2014, ont été modifiées pour donner lieu à un règlement en titres de capitaux propres. La modification a eu une incidence sur les UALR-RCI détenues par 133 membres du personnel et n'a pas entraîné la constatation d'une charge de rémunération additionnelle, puisque les octrois avaient été constatés à la juste valeur. De plus, aucun changement n'a été apporté aux conditions d'acquisition des octrois.

Octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres

Les UALR-RCI et les UALR-RTA octroyées sont réglées en actions ordinaires de la Compagnie, sous réserve de l'atteinte des conditions d'acquisition, sous forme de décaissements des Fiducies d'actions (voir la Note 13, *Capital-actions*). Le nombre d'actions remises au participant au moment du règlement est égal au nombre d'UALR octroyées multiplié par le facteur d'acquisition selon la performance moins les actions détenues afin de satisfaire à l'exigence minimale de la loi en matière de retenue d'impôt à la source applicable au participant. Pour la période du régime terminée le 31 décembre 2016, pour l'octroi de 2014, le niveau de RCI atteint a donné lieu à un facteur d'acquisition selon la performance de 150 %. La juste valeur totale des octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres, qui ont été acquis en 2016, était de 41 M\$ (2015 - 48 M\$). Puisque la condition relative au cours minimal des actions, en vertu du régime, a été satisfaite le 31 décembre 2016, un règlement net d'environ 0,3 million d'actions des Fiducies d'actions devrait avoir lieu au cours du premier trimestre de 2017.

Octrois donnant lieu à un règlement en espèces

La valeur du paiement est égale au nombre d'UALR-RCI octroyées multiplié par le facteur d'acquisition lié au rendement et par le cours de clôture moyen des actions sur une période de 20 jours se terminant le 31 janvier de l'exercice suivant. Pour la période du régime terminée le 31 décembre 2016, pour l'octroi de 2014, le niveau de RCI atteint a donné lieu à un facteur d'acquisition selon la performance de 150 %. La juste valeur totale des octrois donnant lieu à un règlement en espèces, qui ont été acquis en 2016, était de 45 M\$ (2015 - 39 M\$; 2014 - 106 M\$). Puisque la condition relative au cours minimal des actions, en vertu du régime, a été satisfaite le 31 décembre 2016, un paiement d'environ 45 M\$ devrait être versé au cours du premier trimestre de 2017.

En 2016 et en 2015, aucune UALR-RCI donnant lieu à un règlement en espèces n'a été octroyée. En 2014, la Compagnie a octroyé 0,8 million d'UALR-RCI à des cadres désignés, leur donnant le droit de toucher un paiement en espèces établi en fonction du cours des actions de la Compagnie. Ces octrois ont ensuite pu être modifiés, ce qui a donné lieu à l'octroi de 0,4 million d'UALR-RCI en 2014, qui seront réglés en actions ordinaires de la Compagnie.

Le tableau qui suit présente un résumé des activités liées aux UALR :

	Règlement en titres de capitaux propres				Règlement en espèces
	UALR-RCI ¹⁾		UALR-RTA ²⁾		UALR-RCI ³⁾
	Unités	Moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi	Unités	Moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi	Unités
	En millions		En millions		En millions
En circulation au 31 décembre 2015	1,3	64,36 \$	0,1	114,86 \$	0,7
Octroyées	0,5	35,11 \$	0,2	95,31 \$	-
Régliées ^{4) 5)}	(0,5)	75,15 \$	-	S.O.	(0,3)
En circulation au 31 décembre 2016	1,3	49,82 \$	0,3	103,93 \$	0,4
Non acquises au 31 décembre 2015	0,8	58,83 \$	0,1	114,86 \$	0,4
Octroyées	0,5	35,11 \$	0,2	95,31 \$	-
Acquises durant l'année ⁶⁾	(0,4)	66,84 \$	-	S.O.	(0,4)
Non acquises au 31 décembre 2016	0,9	42,14 \$	0,3	103,93 \$	-

1) La juste valeur de 19 M\$ à la date de l'octroi des UALR-RCI donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres en 2016 est établie au moyen d'un modèle d'évaluation en treillis. Au 31 décembre 2016, la charge totale de rémunération non constatée liée aux UALR-RCI donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres non acquises en circulation s'établissait à 15 M\$ et devrait être constatée sur une période moyenne pondérée de 1,5 an.

2) La juste valeur de 17 M\$ à la date de l'octroi des UALR-RTA donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres en 2016 est déterminée au moyen d'un modèle de simulation de Monte Carlo. Au 31 décembre 2016, la charge totale de rémunération non constatée liée aux UALR-RTA donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres non acquises en circulation s'établissait à 10 M\$ et devrait être constatée sur une période moyenne pondérée de 1,5 an.

3) La juste valeur au 31 décembre 2016 des UALR-RCI donnant lieu à un règlement en espèces en circulation est établie au moyen d'un modèle d'évaluation en treillis. Au 31 décembre 2016, la juste valeur par unité d'UALR-RCI donnant lieu à un règlement en espèces acquise s'établissait à 90,36 \$ et le passif au titre des UALR-RCI donnant lieu à un règlement en espèces s'établissait à 45 M\$ (2015 - 66 M\$).

4) Les UALR-RCI donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres octroyées en 2013 ont satisfait à la condition relative au cours minimal des actions quant à un règlement et atteint un facteur d'acquisition selon la performance de 150 %. Au premier trimestre de 2016, ces octrois ont été réglés, déduction faite du versement de 25 M\$ en vertu de l'exigence minimale de la loi en matière de retenue d'impôt applicable aux participants, sous forme de décaissements de 0,3 million d'actions ordinaires des Fiducies d'actions.

5) Les UALR-RCI donnant lieu à un règlement en espèces octroyées en 2013 ont satisfait à la condition relative au cours minimal des actions quant à un paiement et atteint un facteur d'acquisition selon la performance de 150 %. Au premier trimestre de 2016, la Compagnie a versé 37 M\$ pour ces octrois.

6) Les octrois acquis durant l'année devraient être réglés ou payés au cours du premier trimestre de 2017.

Le tableau qui suit présente les hypothèses et les justes valeurs liées aux octrois d'UALR-RCI :

Année de l'octroi	Règlement en titres de capitaux propres		
	UALR-RCI ¹⁾		
	2016	2015	2014
Hypothèses			
Cours des actions (\$) ²⁾	74,17	84,55	76,29
Volatilité projetée du cours des actions ³⁾	19 %	15 %	15 %
Durée projetée (en années) ⁴⁾	3,0	3,0	2,0
Taux d'intérêt sans risque ⁵⁾	0,43 %	0,45 %	1,02 %
Taux de dividende (\$) ⁶⁾	1,50	1,25	1,00
Moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi (\$)	35,11	50,87	66,84

- 1) Les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des UALR-RCI donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres sont établies à la date de l'octroi.
- 2) Dans le cas des octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres, le cours des actions représente le cours de clôture des actions à la date d'octroi. Le cours des actions à la date d'octroi en 2014 est le cours des actions à la date de modification du 9 décembre 2014.
- 3) Selon la volatilité historique de l'action de la Compagnie sur une période correspondant à la durée projetée de l'octroi.
- 4) Correspond à la période durant laquelle les octrois devraient être en circulation.
- 5) Selon le rendement implicite offert par les émissions gouvernementales de titres à coupon zéro d'une durée équivalente correspondant à la durée projetée des octrois.
- 6) Selon le taux de dividende annualisé.

Régime d'intéressement volontairement différé

Le régime d'intéressement volontairement différé (RIVD) de la Compagnie donne aux cadres supérieurs admissibles la possibilité de toucher leur prime de rendement annuelle sous forme d'unités d'actions différées (UAD), jusqu'à concurrence d'une limite maximale de report. Une UAD correspond à une action ordinaire de la Compagnie et produit également des dividendes chaque fois que des dividendes en espèces sont versés pour les actions ordinaires. Dans le cas des UAD donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres, le nombre d'UAD reçu par chaque participant est établi au moment du report. Dans le cas des UAD donnant lieu à un règlement en espèces, le nombre d'UAD reçu par chaque participant est calculé selon le cours de clôture moyen des actions de la Compagnie des 20 jours commerciaux précédant et incluant la date du paiement de la prime de rendement. Pour chaque participant, la Compagnie octroie 25 % de plus par rapport au montant choisi en UAD, qui seront acquises au cours d'une période de quatre ans. La possibilité de toucher une rémunération au rendement admissible sous forme d'UAD n'est plus offerte à un participant si la valeur de ses UAD acquises répond aux critères d'actionariat de la Compagnie.

Le 9 décembre 2014, 1,7 million d'UAD réglées en espèces ont été modifiées pour des octrois réglés en titres de capitaux propres. La modification a eu une incidence sur les UAD détenues par 104 membres du personnel et n'a pas entraîné la constatation d'une charge de rémunération additionnelle, puisque les octrois avaient été constatés à la juste valeur. De plus, aucun changement n'a été apporté aux conditions d'acquisition de ces octrois.

Octrois donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres

Les UAD sont réglées en actions ordinaires de la Compagnie au moment de la cessation d'emploi par un achat sur le marché libre effectué par la Compagnie. Le nombre d'actions remises au participant est égal au nombre d'UAD octroyées moins les actions détenues afin de satisfaire à l'exigence minimale de la loi en matière de retenue d'impôt à la source applicable au participant.

La juste valeur totale des octrois d'UAD donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres acquis en 2016 et en 2015 était de 1 M\$.

Octrois donnant lieu à un règlement en espèces

La valeur des UAD de chaque participant est payable en espèces au moment de la cessation de son emploi.

La juste valeur totale des octrois d'UAD donnant lieu à un règlement en espèces acquis en 2016, en 2015 et en 2014 était de néant \$.

Le tableau qui suit présente un résumé des activités liées aux octrois d'UAD :

	Règlement en titres de capitaux propres		Règlement en espèces
	UAD ¹⁾		UAD ²⁾
	Unités	Moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi	Unités
	En millions		En millions
En circulation au 31 décembre 2015	1,8	76,44 \$	0,4
Octroyées	-	73,63 \$	-
Acquises	-	81,71 \$	-
Réglées ³⁾	(0,3)	76,35 \$	(0,1)
En circulation au 31 décembre 2016 ⁴⁾	1,5	76,54 \$	0,3

1) La juste valeur de 2 M\$ à la date de l'octroi des UAD donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres en 2016 est établie en fonction du cours de l'action de la Compagnie à la date de l'octroi. Au 31 décembre 2016, la valeur intrinsèque globale des UAD donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres en circulation s'établissait à 133 M\$.

2) La juste valeur au 31 décembre 2016 des UAD donnant lieu à un règlement en espèces est fondée sur la valeur intrinsèque. Au 31 décembre 2016, le passif relatif aux UAD donnant lieu à un règlement en espèces était de 35 M\$ (36 M\$ au 31 décembre 2015). Le cours de clôture des actions utilisé pour déterminer le passif était de 90,36 \$.

3) Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Compagnie a acheté 0,2 million d'actions ordinaires pour le règlement des UAD donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres, déduction faite du versement de 16 M\$ en vertu de l'exigence minimale de la loi en matière de retenue d'impôt applicable aux participants.

4) Le nombre d'unités en circulation qui n'étaient pas acquises, la charge de rémunération non constatée et la période de constatation restante des UAD donnant lieu à un règlement en espèces et donnant lieu à un règlement en titres de capitaux propres n'ont pas été chiffrés, car ils portent sur un nombre minime d'unités.

Octrois d'options d'achat d'actions

La Compagnie offre aux membres du personnel admissibles des régimes d'options d'achat d'actions leur permettant d'acquérir des actions ordinaires de la Compagnie, une fois le droit de levée des options acquis, au cours en vigueur au moment de l'octroi des options. Les options offertes par la Compagnie sont des options conventionnelles qui peuvent être acquises sur une période définie. En général, les droits de levée des options s'acquèrent sur une période de quatre ans de service continu. Règle générale, les options ne peuvent être exercées au cours des 12 premiers mois suivant la date de l'octroi et expirent après une période de dix ans. Au 31 décembre 2016, 17,2 millions d'actions ordinaires demeuraient autorisées aux fins d'émissions futures dans le cadre de ce régime.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Compagnie a octroyé 1,2 million d'options d'achat d'actions (2015 - 0,9 million; 2014 - 1,0 million).

Au 31 décembre 2016, le nombre total d'options conventionnelles en circulation s'établissait à 5,3 millions.

Le tableau qui suit porte sur les activités liées aux octrois d'options d'achat d'actions au cours de 2016. Dans le cas des options en circulation et des options pouvant être levées au 31 décembre 2016, le tableau indique la moyenne pondérée du prix de levée :

	Options en circulation		Options non acquises	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi
	En millions		En millions	
En circulation au 31 décembre 2015 ¹⁾	5,9	53,43 \$	2,3	10,94 \$
Octroyées ²⁾	1,2	75,16 \$	1,2	10,57 \$
Perdues/Annulées	(0,2)	70,92 \$	(0,2)	10,62 \$
Levées ³⁾	(1,6)	37,65 \$	S.O.	S.O.
Acquises ⁴⁾	S.O.	S.O.	(0,9)	9,98 \$
En circulation au 31 décembre 2016 ¹⁾	5,3	61,07 \$	2,4	11,16 \$
Pouvant être levées au 31 décembre 2016 ¹⁾	2,9	49,91 \$	S.O.	S.O.

1) Les options d'achat d'actions dont le prix de levée est en dollars US ont été converties en dollars CA au taux de change en vigueur à la date du bilan.

2) La juste valeur de 13 M\$ à la date de l'octroi des options octroyées en 2016 est établie au moyen du modèle de Black-Scholes. Au 31 décembre 2016, la charge totale de rémunération non constatée liée aux options non acquises en circulation s'établissait à 8 M\$ et devrait être constatée sur une période moyenne pondérée de 2,1 ans.

3) La valeur intrinsèque totale des options levées en 2016 était de 73 M\$ (2015 - 127 M\$; 2014 - 50 M\$). Les espèces reçues à la levée des options en 2016 étaient de 61 M\$ (2015 - 74 M\$; 2014 - 25 M\$) et les avantages fiscaux excédentaires connexes réalisés en 2016, en 2015 et en 2014 étaient de 5 M\$.

4) La juste valeur à la date de l'octroi des options acquises en 2016 était de 10 M\$ (2015 - 9 M\$; 2014 - 9 M\$).

Le tableau qui suit indique le nombre d'options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 31 décembre 2016 par échelle de prix de levée ainsi que leur valeur intrinsèque, et, pour les options d'achat d'actions en circulation, la moyenne pondérée des années jusqu'à l'expiration. Le tableau indique également la valeur intrinsèque globale des options d'achat d'actions dans le cours, qui représente la valeur qui aurait été obtenue par les titulaires d'options s'ils avaient levé leurs options le 31 décembre 2016 au cours de clôture de 90,36 \$ des actions de la Compagnie.

Échelle de prix de levée	Options en circulation			Options pouvant être levées		
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des années jusqu'à l'expiration	Moyenne pondérée du prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix de levée	Valeur intrinsèque globale
	En millions			En millions		
20,95 \$ - 32,28 \$	0,5	2,1	24,54 \$	0,5	24,54 \$	30 \$
32,29 \$ - 49,84 \$	1,1	4,7	42,73 \$	1,0	42,34 \$	48
49,85 \$ - 67,12 \$	1,3	5,9	57,56 \$	1,0	56,54 \$	34
67,13 \$ - 74,00 \$	1,1	8,2	70,93 \$	0,2	71,08 \$	4
74,01 \$ - 92,77 \$	1,3	8,5	83,82 \$	0,2	87,80 \$	1
Solde au 31 décembre 2016 ¹⁾	5,3	6,5	61,07 \$	2,9	49,91 \$	117 \$

1) Les options d'achat d'actions dont le prix de levée est en dollars US ont été converties en dollars CA au taux de change en vigueur à la date du bilan.

Au 31 décembre 2016, la quasi-totalité des options d'achat d'actions en circulation était dans le cours. La moyenne pondérée des années jusqu'à l'expiration des options d'achat d'actions pouvant être levées était de 5 ans.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente les hypothèses utilisées pour l'évaluation des octrois d'options d'achat d'actions :

<i>Année de l'octroi</i>	2016	2015	2014
Hypothèses			
Cours au moment de l'octroi (\$)	75,16	84,47	58,74
Volatilité projetée du cours des actions ¹⁾	20 %	20 %	23 %
Durée projetée (<i>en années</i>) ²⁾	5,5	5,5	5,4
Taux d'intérêt sans risque ³⁾	0,76 %	0,78 %	1,51 %
Taux de dividende (\$) ⁴⁾	1,50	1,25	1,00
Moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi (\$)	10,57	13,21	11,09

1) Selon la volatilité historique de l'action de la Compagnie sur une période correspondant à la durée projetée de l'octroi.

2) Correspond à la période durant laquelle les octrois devraient être en circulation. La Compagnie utilise des données historiques pour établir des estimations relativement à la levée des options.

3) Selon le rendement implicite offert par les émissions gouvernementales de titres à coupon zéro d'une durée équivalente correspondant à la durée projetée des octrois.

4) Selon le taux de dividende annualisé.

Volatilité du cours des actions

La charge de rémunération relative au Régime d'unités d'actions réglées en espèces de la Compagnie est établie en fonction de la juste valeur des octrois à la fin de chaque période, au moyen du modèle d'évaluation en treillis dont l'une des hypothèses principales a trait au cours des actions de la Compagnie. De plus, le passif de la Compagnie au titre du RIVD donnant lieu à un règlement en espèces est évalué à la valeur du marché à la fin de chaque période et dépend donc aussi du cours des actions de la Compagnie. Les fluctuations du cours des actions de la Compagnie entraînent la volatilité de la charge liée à la rémunération à base d'actions, inscrite dans le Bénéfice net. À l'heure actuelle, la Compagnie ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour gérer cette exposition au risque. Une variation de 1 \$ du cours des actions de la Compagnie au 31 décembre 2016 aurait eu une incidence d'environ 1 M\$ sur la charge liée à la rémunération.

Régime d'actionnariat du personnel

La Compagnie dispose d'un Régime d'actionnariat du personnel (RAP) donnant aux membres du personnel admissibles la possibilité de souscrire jusqu'à 10 % de leur salaire brut pour acheter des actions ordinaires de la Compagnie sur le marché libre, en contrepartie de quoi la Compagnie s'engage à investir, en leur nom, un montant supplémentaire correspondant à 35 % du montant investi par eux, jusqu'à concurrence de 6 % de leur salaire brut.

Le tableau suivant présente le nombre de participants détenant des actions, le nombre total d'actions achetées en vertu du RAP au nom des membres du personnel, y compris les contributions de la Compagnie, de même que les charges afférentes inscrites pour les exercices terminés les 31 décembre 2016, 2015 et 2014 :

<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Nombre de participants détenant des actions	19 108	19 728	18 488
Nombre total d'actions achetées en vertu du RAP au nom des membres du personnel (<i>en millions</i>)	1,9	2,0	2,1
Charge pour contribution de la Compagnie (<i>en millions</i>)	37 \$	38 \$	34 \$

15 – Autre perte globale cumulée

<i>En millions</i>	Écarts de conversion des devises	Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite	Instruments dérivés	Total avant impôts	Recouvrement (charge) d'impôts sur les bénéfices	Total déduction faite des impôts
Solde au 31 décembre 2013	(533) \$	(1 515) \$	8 \$	(2 040) \$	190 \$	(1 850) \$
Autre bénéfice (perte) global(e) avant les reclassements :						
Gain de change sur la conversion de l'investissement net dans les établissements à l'étranger	644			644	4	648
Perte de change sur la conversion de la dette libellée en dollars US et désignée comme couverture de change relativement à l'investissement net dans les filiales aux É.-U.	(569)			(569)	73	(496)
Perte actuarielle reconnue durant l'exercice		(1 120)		(1 120)	301	(819)
Coût des prestations au titre des services passés résultant des modifications apportées aux régimes reconnus durant l'exercice		(4)		(4)	1	(3)
Montants reclassés du poste Autre perte globale cumulée :						
Amortissement de la perte actuarielle nette		120		120 ¹⁾	(32) ²⁾	88
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés		6		6 ¹⁾	(2) ²⁾	4
Perte au titre des règlements reconnue durant l'exercice		3		3 ¹⁾	(1) ²⁾	2
Amortissement du gain relatif aux accords de taux futurs			(1)	(1) ³⁾	-	(1)
Autre bénéfice (perte) global(e)	75	(995)	(1)	(921)	344	(577)
Solde au 31 décembre 2014	(458) \$	(2 510) \$	7 \$	(2 961) \$	534 \$	(2 427) \$
Autre bénéfice (perte) global(e) avant les reclassements :						
Gain de change sur la conversion de l'investissement net dans les établissements à l'étranger	1 607			1 607	-	1 607
Perte de change sur la conversion de la dette libellée en dollars US et désignée comme couverture de change relativement à l'investissement net dans les filiales aux É.-U.	(1 358)			(1 358)	181	(1 177)
Gain actuariel reconnu durant l'exercice		74		74	(18)	56
Coût des prestations au titre des services passés résultant des modifications apportées aux régimes reconnus durant l'exercice		(1)		(1)	-	(1)
Montants reclassés du poste Autre perte globale cumulée :						
Amortissement de la perte actuarielle nette		224		224 ¹⁾	(56) ²⁾	168
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés		5		5 ¹⁾	(1) ²⁾	4
Perte au titre des règlements reconnue durant l'exercice		4		4 ¹⁾	(1) ²⁾	3
Autre bénéfice global	249	306	-	555	105	660
Solde au 31 décembre 2015	(209) \$	(2 204) \$	7 \$	(2 406) \$	639 \$	(1 767) \$

1) Montants reclassés dans le poste Main-d'œuvre et avantages sociaux des États consolidés des résultats et inclus dans les composantes du coût net des prestations. Voir la Note 12, Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite.

2) Inclus dans le poste Charge d'impôts sur les bénéfices des États consolidés des résultats.

3) Montant associé aux transactions relatives aux accords de taux futurs conclues dans des années antérieures, qui sont amorties sur les durées de la dette correspondante dans le poste Intérêts débiteurs des États consolidés des résultats.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

<i>En millions</i>	Écarts de conversion des devises	Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite	Instruments dérivés	Total avant impôts	Recouvrement (charge) d'impôts sur les bénéfices	Total déduction faite des impôts
Solde au 31 décembre 2015	(209) \$	(2 204) \$	7 \$	(2 406) \$	639 \$	(1 767) \$
Autre bénéfice (perte) global(e) avant les reclassements :						
Perte de change sur la conversion de l'investissement net dans les établissements à l'étranger	(310)			(310)	-	(310)
Gain de change sur la conversion de la dette libellée en dollars US et désignée comme couverture de change relativement à l'investissement net dans les filiales aux É.-U.	265			265	(35)	230
Perte actuarielle reconnue durant l'exercice		(881)		(881)	235	(646)
Montants reclassés du poste Autre perte globale cumulée :						
Amortissement de la perte actuarielle nette		172		172 ¹⁾	(47) ²⁾	125
Amortissement du coût des prestations au titre des services passés		5		5 ¹⁾	(1) ²⁾	4
Perte au titre des règlements reconnue durant l'exercice		10		10 ¹⁾	(4) ²⁾	6
Autre bénéfice (perte) global(e)	(45)	(694)	-	(739)	148	(591)
Solde au 31 décembre 2016	(254) \$	(2 898) \$	7 \$	(3 145) \$	787 \$	(2 358) \$

1) Montants reclassés dans le poste Main-d'œuvre et avantages sociaux des États consolidés des résultats et inclus dans les composantes du coût net des prestations. Voir la Note 12, Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite.

2) Inclus dans le poste Charge d'impôts sur les bénéfices des États consolidés des résultats.

16 – Engagements et éventualités d'importance

Engagements en vertu de contrats de location

La Compagnie a conclu des contrats de location-exploitation et de location-acquisition, principalement pour des locomotives, des wagons et du matériel intermodal. Plusieurs contrats de location-acquisition offrent l'option d'acheter les éléments loués pour des montants fixes pendant la durée du contrat de location ou à son expiration. Au 31 décembre 2016, les engagements de la Compagnie en vertu de ces contrats de location-exploitation et de location-acquisition s'élevaient à 629 M\$ et 439 M\$, respectivement. Les paiements minimaux futurs à effectuer en vertu de contrats de location-exploitation ayant une durée de location initiale non annulable de plus de un an et les paiements minimaux à effectuer en vertu de contrats de location-acquisition pour les cinq prochains exercices et ultérieurement s'établissent comme suit :

<i>En millions</i>	Location-exploitation	Location-acquisition
2017	140 \$	224 \$
2018	126	24
2019	96	17
2020	66	22
2021	48	12
2022 et ultérieurement	153	140
Total	629 \$	439
Moins : intérêts implicites sur les contrats de location-acquisition à des taux variant entre environ 0,7 % et 6,8 %		95
Valeur actuelle des paiements minimaux exigibles en vertu de contrats de location compris dans la dette (Note 10)		344 \$

La charge de location au titre des contrats de location-exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 s'élevait à 197 M\$ (2015 - 204 M\$; 2014 - 201 M\$).

Engagements d'achat

Au 31 décembre 2016, les engagements totaux de la Compagnie pour l'achat de traverses, de rails, de wagons, de carburant et d'autres matériel et services, de même qu'au titre de contrats de soutien et de maintenance et de licences informatiques, étaient de 1 115 M\$.

Éventualités

Dans le cours normal des affaires, la Compagnie est engagée dans diverses poursuites judiciaires en dommages-intérêts compensatoires et parfois punitifs, comprenant des actions intentées au nom de divers groupes prétendus de demandeurs et des réclamations relatives à des blessures corporelles, à des maladies professionnelles et à des dommages matériels encourus par des membres du personnel et des tiers, découlant de préjudices subis par des personnes ou de dommages matériels censément causés, notamment, par des déraillements ou d'autres accidents.

Canada

Les blessures subies par les membres du personnel sont régies par la législation sur les accidents du travail de chaque province, en vertu de laquelle les membres du personnel peuvent toucher une indemnité forfaitaire ou une série de prestations échelonnées, selon la nature et la gravité de la blessure. Comme telle, la provision à l'égard des réclamations relatives à des blessures subies par des membres du personnel est actualisée. Dans les provinces où la Compagnie est auto-assurée, les coûts liés aux accidents du travail subis par les membres du personnel sont comptabilisés selon des estimations actuarielles du coût ultime découlant de ces blessures, incluant les coûts d'indemnisation et de soins de santé et les frais d'administration de tiers. Une étude actuarielle est habituellement effectuée au moins tous les trois ans. Pour tout autre litige, la Compagnie maintient des provisions et les révisé régulièrement, selon une approche au cas par cas, lorsque la perte prévue est probable et peut raisonnablement être estimée selon l'information alors disponible.

En 2016, la Compagnie a enregistré une diminution de 11 M\$ à sa provision à l'égard des blessures corporelles et autres réclamations au Canada à la suite d'une évaluation actuarielle des réclamations relatives à des blessures subies par des membres du personnel et de diverses autres réclamations en justice. En 2015 et en 2014, les évaluations actuarielles ont entraîné une réduction de 12 M\$ et de 2 M\$, respectivement.

Aux 31 décembre 2016, 2015 et 2014, la provision de la Compagnie à l'égard des blessures corporelles et autres réclamations au Canada s'établissait comme suit :

<i>En millions</i>	2016	2015	2014
Début de l'exercice	191 \$	203 \$	210 \$
Courus et autres	24	17	28
Paiements	(32)	(29)	(35)
<i>Fin de l'exercice</i>	183 \$	191 \$	203 \$
Tranche à court terme – Fin de l'exercice	39 \$	27 \$	28 \$

États-Unis

Les réclamations pour blessures corporelles subies par des membres du personnel de la Compagnie, y compris les réclamations relatives à des maladies professionnelles et à des accidents du travail présumés, sont assujetties aux dispositions de la *Federal Employers' Liability Act* (FELA). En vertu de la FELA, les membres du personnel sont indemnisés pour les dommages évalués en fonction de la détermination d'une faute par le système de jury des États-Unis ou au moyen de règlements individuels. Comme telle, la provision à cet égard n'est pas actualisée. À part quelques exceptions où les réclamations sont évaluées au cas par cas, la Compagnie utilise une approche actuarielle et enregistre une provision pour les coûts prévus liés aux réclamations pour les blessures corporelles, y compris aux réclamations liées aux maladies professionnelles revendiquées et non revendiquées et aux dommages matériels, sur la base d'estimations actuarielles de leurs coûts définitifs. Une étude actuarielle est effectuée chaque année.

Dans le cas des réclamations pour accidents de travail subis par des membres du personnel, y compris les réclamations pour maladies professionnelles revendiquées et des réclamations de tiers, notamment les réclamations liées à des accidents aux passages à niveau, à des intrusions et à des dommages matériels, l'évaluation actuarielle tient compte, entre autres, de la tendance historique de la Compagnie en matière de dépôt et de règlement des réclamations. Dans le cas des réclamations pour maladies professionnelles non revendiquées, l'évaluation actuarielle comprend la projection à long terme de l'expérience de la Compagnie en prenant en compte la population pouvant être exposée. La Compagnie rajuste son passif en fonction de l'évaluation de la direction et des résultats de l'étude. De façon continue, la direction révisé et compare les hypothèses inhérentes à l'évaluation actuarielle la plus récente avec les données courantes sur l'évolution des réclamations et, s'il y a lieu, rajuste la provision.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Vu l'incertitude inhérente liée à la prévision d'événements futurs, y compris d'événements liés à des maladies professionnelles, notamment en ce qui a trait, sans s'y limiter, au moment et au nombre réel de réclamations, au coût moyen par réclamation et aux contextes législatif et judiciaire, les paiements futurs de la Compagnie peuvent différer des montants actuellement enregistrés.

En 2016, la Compagnie a inscrit une augmentation de 21 M\$ de sa provision à l'égard des réclamations pour blessures corporelles et des autres réclamations attribuables à des réclamations relatives à des maladies professionnelles, des réclamations relatives à des maladies non professionnelles et des réclamations de tiers aux États-Unis à la suite de l'évaluation actuarielle de 2016. En 2015 et en 2014, les évaluations actuarielles ont entraîné des réductions de 5 M\$ et de 20 M\$, respectivement. Les réductions des exercices antérieurs découlant des évaluations actuarielles de 2015 et de 2014 ont été principalement attribuables à des réclamations relatives à des maladies non professionnelles, des réclamations relatives à des maladies professionnelles et des réclamations de tiers, ce qui reflète une diminution des estimations de la Compagnie à l'égard des réclamations non revendiquées et des coûts associés aux réclamations revendiquées. La Compagnie a une stratégie continue de réduction de la fréquence et de la gravité des réclamations, au moyen de mesures de prévention et de limitation des blessures, de limitation des réclamations et de réduction des paiements des réclamations existantes.

Aux 31 décembre 2016, 2015 et 2014, la provision de la Compagnie à l'égard des blessures corporelles et autres réclamations aux États-Unis s'établissait comme suit :

<i>En millions</i>	2016	2015	2014
Début de l'exercice	105 \$	95 \$	106 \$
Cours et autres	51	22	2
Paiements	(34)	(30)	(22)
Change étranger	(4)	18	9
<i>Fin de l'exercice</i>	118 \$	105 \$	95 \$
Tranche à court terme – Fin de l'exercice	37 \$	24 \$	20 \$

Bien que la Compagnie estime que ces provisions sont adéquates pour toutes les réclamations engagées et en cours, on ne peut prédire avec certitude l'issue définitive des poursuites engagées et en cours au 31 décembre 2016, ni celle des réclamations futures. Lorsqu'elle établit des provisions pour les passifs éventuels, s'il est impossible d'évaluer les pertes probables avec un niveau de certitude raisonnable, la Compagnie tient compte d'un éventail de pertes probables possibles relativement à chacune de ces questions et inscrit le montant estimatif qu'elle considère comme le plus raisonnable relativement à cet éventail de pertes. Toutefois, si aucun montant dans cet éventail ne constitue une meilleure estimation qu'un autre, le montant minimum est alors inscrit. Pour les questions à l'égard desquelles une perte est raisonnablement possible, mais non probable, l'éventail de pertes possibles ne peut pas être évalué en raison de facteurs divers qui peuvent inclure la disponibilité limitée de faits, l'absence de demandes relatives à des dommages précis et le fait que les poursuites étaient peu avancées. Selon l'information disponible à l'heure actuelle, la Compagnie estime que les poursuites intentées contre elle n'auront pas, individuellement ou dans l'ensemble, une issue possible susceptible d'avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière de la Compagnie. Cependant, étant donné l'incapacité inhérente de prédire avec certitude les événements futurs imprévisibles, on ne peut donner aucune assurance que la résolution finale de ces actions n'aura pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation, la situation financière ou les liquidités de la Compagnie.

Questions environnementales

Les activités de la Compagnie sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements sur l'environnement établis par les gouvernements fédéraux, provinciaux, étatiques, municipaux et locaux au Canada et aux États-Unis portant, entre autres, sur les émissions atmosphériques, les rejets dans les eaux, la production, la manipulation, l'entreposage, le transport, le traitement et l'élimination des déchets, des matières dangereuses et d'autres matières, la mise hors service des réservoirs souterrains et de surface et la contamination du sol et des eaux souterraines. L'exploitation par la Compagnie d'activités ferroviaires et d'activités de transport connexes, la possession, l'exploitation ou le contrôle de biens immobiliers et d'autres activités commerciales comportent des risques de responsabilité environnementale à l'égard de la fois des activités courantes et antérieures.

Préoccupations environnementales à l'égard de situations existantes connues

La Compagnie a identifié environ 170 sites où elle est ou pourrait être responsable de payer des frais de mesures correctives relativement à des contaminations présumées, dans certains cas conjointement avec d'autres parties potentiellement responsables, et pour lesquels elle peut être assujettie à des mesures de décontamination et des actions coercitives environnementales, y compris celles qui sont imposées par la *Federal Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act of 1980* (CERCLA) des États-Unis, également appelée la *Superfund Law*, ou des lois étatiques similaires. La CERCLA et des lois étatiques similaires, en plus d'autres lois canadiennes et américaines similaires, imposent généralement la responsabilité solidaire concernant des coûts de dépollution et d'exécution aux propriétaires et exploitants actuels et antérieurs d'un site, ainsi qu'à ceux dont les déchets ont été déchargés sur un site, sans égard à la faute ou à la légalité du comportement initial. La Compagnie a été avisée qu'elle est une partie potentiellement responsable de coûts d'étude et de nettoyage à six sites régis par la *Superfund Law* (et par des lois étatiques similaires) et pour lesquels des paiements liés aux enquêtes et aux mesures correctives ont été ou seront versés ou doivent encore être déterminés, et, dans de nombreux cas, est une parmi plusieurs parties potentiellement responsables.

Le coût ultime des correctifs liés aux sites contaminés connus ne peut être établi de façon définitive, puisque la responsabilité environnementale estimée pour un site particulier peut varier selon la nature et l'étendue de la contamination, la nature des mesures d'intervention prévues, compte tenu des techniques de nettoyage disponibles, l'évolution des normes réglementaires en matière de responsabilité environnementale ainsi que le nombre de parties potentiellement responsables et leur viabilité financière. Par conséquent, des passifs sont comptabilisés en fonction des résultats d'une évaluation réalisée en quatre étapes pour chaque site. Un passif est d'abord inscrit lorsque des évaluations environnementales surviennent, si des mesures correctives sont probables et si les coûts, déterminés par un plan d'action particulier en matière de la technologie à utiliser et de l'envergure de la mesure corrective nécessaire, peuvent être estimés avec suffisamment de précision. La Compagnie estime les coûts associés à un site particulier en utilisant des scénarios de coûts établis par des consultants externes selon l'étendue de la contamination et les coûts prévus des mesures correctives. Si plusieurs parties sont concernées, la Compagnie provisionne la quote-part du passif qui lui est assignable en tenant compte de sa responsabilité présumée ainsi que du nombre de tiers potentiellement responsables et de leur capacité à payer leurs quotes-parts respectives du passif. Les estimations initiales sont redressées à mesure que de nouvelles informations sont disponibles.

La provision de la Compagnie au titre de sites environnementaux spécifiques n'est pas actualisée et comprend les coûts liés aux mesures correctives et à la restauration de sites ainsi que les coûts de surveillance. Les charges environnementales, qui sont comptabilisées dans le poste Risques divers et autres des États consolidés des résultats, comprennent des montants au titre de sites ou de contaminants nouvellement identifiés ainsi que des rajustements des estimations initiales. Les recouvrements de coûts liés aux mesures correctives environnementales auprès de tiers sont inscrits à titre d'actifs lorsque leur encaissement est considéré comme probable.

Aux 31 décembre 2016, 2015 et 2014, la provision de la Compagnie à l'égard de sites environnementaux particuliers s'établissait comme suit :

<i>En millions</i>	2016	2015	2014
Début de l'exercice	110 \$	114 \$	119 \$
Courus et autres	6	81	11
Paiements	(29)	(91)	(19)
Change étranger	(1)	6	3
Fin de l'exercice	86 \$	110 \$	114 \$
Tranche à court terme – Fin de l'exercice	50 \$	51 \$	45 \$

La Compagnie prévoit que la plus grande partie du passif au 31 décembre 2016 sera payée au cours des cinq prochaines années. Selon l'information actuellement disponible, la Compagnie estime que ses provisions sont adéquates.

Préoccupations environnementales à l'égard de situations existantes inconnues

Bien que la Compagnie estime avoir identifié tous les coûts qu'elle devra vraisemblablement engager à l'égard de questions environnementales au cours des prochains exercices, sur la base des renseignements actuels, la découverte de nouveaux faits, des changements législatifs futurs, la possibilité d'émissions de matières dangereuses dans l'environnement et les efforts soutenus de la Compagnie en vue d'identifier les passifs potentiels à l'égard de l'environnement liés à ses immobilisations pourraient se traduire par l'identification de coûts et de passifs additionnels. On ne peut estimer avec suffisamment de précision l'ampleur de ces passifs additionnels et des coûts qui découleraient des mesures prises pour se conformer aux lois et règlements futurs sur l'environnement et pour limiter les cas de contamination ou y remédier, et ce, pour de multiples raisons incluant :

- l'absence d'information technique spécifique portant sur de nombreux sites;
- l'absence d'autorité gouvernementale, d'ordonnances de tierces parties ou de réclamations à l'égard de certains sites;
- la possibilité que les lois et les règlements soient modifiés, que de nouvelles lois ou de nouveaux règlements soient adoptés, que de nouvelles technologies en matière de mesures correctives soient développées, et l'incertitude relative au moment où les travaux seront réalisés sur certains sites; et
- la détermination du passif de la Compagnie par rapport à celui des autres parties potentiellement responsables et la possibilité que les coûts pour certains sites soient récupérés auprès de tierces parties.

Par conséquent, on ne peut déterminer à l'heure actuelle la probabilité que ces coûts soient engagés, ni indiquer si ces coûts seront d'importance pour la Compagnie. Ainsi, il n'y a aucune certitude que des passifs ou des coûts relatifs aux questions environnementales ne seront pas engagés à l'avenir, qu'ils n'auront pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Compagnie pour un trimestre ou un exercice particulier ou qu'ils n'auront pas de répercussions négatives sur les liquidités de la Compagnie, bien que la direction soit d'avis que, selon les informations actuelles, les coûts liés aux questions environnementales n'auront pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière ou les liquidités de la Compagnie. Les coûts afférents à des contaminations inconnues actuelles ou futures seront provisionnés au cours de la période durant laquelle ils deviendront probables et pourront raisonnablement être estimés.

Événements futurs

Dans le cadre de l'exploitation ferroviaire et des activités de transport connexes, il arrive qu'il se produise des déraillements ou d'autres accidents, y compris des déversements et des émissions de matières dangereuses, susceptibles de causer des préjudices à la santé de personnes ou des dommages environnementaux. En conséquence, il est possible que la Compagnie ait à engager, à l'avenir, des coûts potentiellement importants liés à de tels dommages, pour se conformer aux lois relativement à d'autres risques, y compris des coûts relatifs au nettoyage, le paiement de pénalités environnementales, les obligations de correction et des dommages-intérêts liés à des préjudices subis par des personnes ou à des dommages matériels.

Conformité réglementaire

La Compagnie peut engager d'importantes dépenses en immobilisations et d'exploitation pour se conformer aux exigences législatives sur l'environnement et aux exigences de décontamination relatives à ses activités ferroviaires et découlant de la possession, de l'exploitation ou du contrôle de biens immobiliers, tant aujourd'hui que par le passé. Les charges d'exploitation liées aux activités de conformité réglementaires au titre des questions environnementales pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 se sont élevées à 19 M\$ (2015 - 20 M\$; 2014 - 20 M\$). De plus, compte tenu des résultats de ses programmes d'exploitation et d'entretien ainsi que d'audits environnementaux en cours et d'autres facteurs, la Compagnie planifie des améliorations d'immobilisations spécifiques annuellement. Certaines de ces améliorations visent à assurer la conformité des installations, telles que les postes de ravitaillement en carburant et les systèmes de traitement des eaux usées et de ruissellement, par rapport aux normes environnementales, et comprennent de nouvelles constructions et la modernisation de systèmes et (ou) de processus existants. D'autres dépenses en immobilisations ont trait à l'évaluation et à la restauration de certaines immobilisations dépréciées. Les dépenses en immobilisations de la Compagnie pour des questions environnementales pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 se sont élevées à 15 M\$ (2015 - 18 M\$; 2014 - 19 M\$).

Garanties et indemnisations

Dans le cours normal de ses activités, la Compagnie, incluant certaines de ses filiales, conclut des ententes qui peuvent exiger qu'elle fournisse des garanties ou indemnisations, à des tiers et à d'autres, qui peuvent dépasser la durée des ententes. Il peut s'agir notamment de garanties de valeurs résiduelles de contrats de location-exploitation, de lettres de crédit de soutien et d'autres cautions ainsi que d'indemnisations d'usage pour le type d'opération ou pour le secteur ferroviaire.

Garanties

Garantie de valeurs résiduelles de contrats de location-exploitation

La Compagnie a garanti une part de la valeur résiduelle de certains de ses actifs loués, en vertu de contrats de location-exploitation qui expirent entre 2017 et 2022, au profit du locateur. Si la juste valeur des actifs, à la fin de la durée de leurs contrats de location respectifs, est inférieure à la juste valeur estimée au moment de l'établissement du contrat de location, la Compagnie doit indemniser le locateur pour l'écart, sous réserve de certaines conditions. Au 31 décembre 2016, le risque maximal que la Compagnie courait à l'égard de ces garanties était de 161 M\$ (2015 - 200 M\$). Aucun recours n'est prévu pour recouvrer des montants auprès de tiers.

Autres garanties

Au 31 décembre 2016, la Compagnie avait des lettres de crédit en circulation de 451 M\$ (2015 - 551 M\$) en vertu des facilités de lettres de crédit bilatérales engagées et de 68 M\$ (2015 - néant \$) en vertu des facilités de lettres de crédit bilatérales non engagées et d'autres cautions et obligations de 169 M\$ (2015 - 120 M\$), toutes émises par des institutions financières à cote de crédit de première qualité, à des tiers pour les indemniser dans le cas où la Compagnie ne respecterait pas ses obligations contractuelles.

Au 31 décembre 2016, la responsabilité potentielle maximale en vertu de ces instruments de garantie s'élevait à 688 M\$ (2015 - 671 M\$), dont 629 M\$ (2015 - 589 M\$) étaient liés à d'autres passifs au titre des avantages sociaux et à l'indemnisation des travailleurs et 59 M\$ (2015 - 82 M\$) étaient liés à d'autres passifs. Les instruments de garantie viennent à échéance à diverses dates entre 2017 et 2019.

Au 31 décembre 2016, la Compagnie n'avait pas comptabilisé de passif relativement aux garanties puisqu'elle ne s'attendait pas à effectuer des paiements en vertu de ces garanties.

Indemnisations générales

Dans le cours normal de ses activités, la Compagnie fournit des indemnisations d'usage pour le type d'opération ou pour le secteur ferroviaire, dans le cadre de diverses ententes avec des tiers, y compris des dispositions d'indemnisation en vertu desquelles la Compagnie serait tenue d'indemniser des tiers et d'autres. Au cours de l'exercice, la Compagnie a conclu différents contrats avec des tiers pour lesquels une indemnisation a été fournie. Vu la nature des clauses d'indemnisation, le risque maximal que la Compagnie court à l'égard de paiements futurs ne peut raisonnablement être déterminé. Dans une mesure correspondant aux réclamations réelles en vertu de ces ententes, la Compagnie maintient des provisions qu'elle considère suffisantes pour de telles réclamations. Au 31 décembre 2016, la Compagnie n'avait inscrit aucun passif afférent à aucune indemnisation.

17 – Instruments financiers

Gestion des risques

Dans le cours normal de ses activités, la Compagnie est exposée à divers risques découlant de son utilisation d'instruments financiers. Pour gérer ces risques, la Compagnie adhère à des lignes directrices concernant la gestion des risques financiers, qui sont surveillées et approuvées par le Comité des finances de la Compagnie aux fins d'assurer la solidité du bilan, d'optimiser le bénéfice par action et les flux de trésorerie disponibles, de financer ses activités d'exploitation à un coût du capital optimal et de préserver ses liquidités. La Compagnie n'a que peu recours aux instruments financiers dérivés dans la gestion de ses risques, et ne possède ni n'émet aucun instrument financier dérivé à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change étranger

La Compagnie œuvre à la fois au Canada et aux États-Unis, et elle est par conséquent affectée par les fluctuations du taux de change. Les variations du taux de change entre le dollar CA et le dollar US ont donc une incidence sur les produits d'exploitation et les charges de la Compagnie. Pour gérer le risque de change étranger, la Compagnie désigne la dette à long terme de la société mère libellée en dollars US comme couverture de change relativement à son investissement net dans les filiales aux États-Unis. Conséquemment, depuis les dates de désignation, les gains et les pertes de change sur la conversion de la dette à long terme libellée en dollars US de la Compagnie sont inscrits au poste Autre perte globale cumulée, ce qui réduit la volatilité du bénéfice résultant de la conversion en dollars CA de la dette à long terme libellée en dollars US.

La Compagnie conclut également des contrats de change à terme afin de gérer son exposition au risque de change étranger. Au 31 décembre 2016, la Compagnie avait des contrats de change à terme en circulation d'une valeur nominale de 1 035 M\$ US (2015 - 361 M\$ US). Les changements de la juste valeur des contrats à terme, qui découlent de la variation des taux de change, sont comptabilisés au poste Autres produits des États consolidés des résultats lorsqu'ils se produisent. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Compagnie a comptabilisé une perte de 1 M\$ (2015 - gain de 61 M\$; 2014 - gain de 9 M\$), liée aux contrats de change à terme. Ces pertes et ces gains ont été neutralisés en grande partie par la réévaluation d'actifs et de passifs monétaires libellés en dollars US et comptabilisés dans le poste Autres produits. Au 31 décembre 2016, le poste Autres actifs à court terme comprenait un gain non réalisé de 19 M\$ (2015 - 4 M\$) et le poste Créiteurs et autres comprenait une perte non réalisée de 1 M\$ (2015 - 2 M\$) liés à la juste valeur des contrats de change à terme en circulation.

Risque de taux d'intérêt

La Compagnie est exposée au risque de taux d'intérêt, c'est-à-dire le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. Ce risque existe à l'égard de la dette à long terme de la Compagnie. La Compagnie émet principalement des titres de créance à taux d'intérêt fixes, ce qui expose la Compagnie aux variations de la juste valeur des titres de créance. La Compagnie émet aussi des titres de créance à taux d'intérêt variables, ce qui expose la Compagnie aux variations des intérêts débiteurs.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Compagnie gère ses emprunts en fonction de ses besoins de liquidités, des dates d'échéance et du profil de la devise et des taux d'intérêt. En prévision d'émissions futures de titres de créance, la Compagnie peut utiliser des instruments dérivés tels que des contrats de garantie de taux d'intérêt. Présentement, la Compagnie ne détient pas d'instruments dérivés importants pour gérer le risque de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2016, le poste Autre perte globale cumulée comprenait un gain non amorti de 7 M\$ (2015 - 7 M\$) afférent à des accords de taux futurs réglés au cours d'un exercice antérieur, qui est amorti sur la durée de la dette associée.

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau qui suit présente les méthodes et hypothèses d'évaluation que la Compagnie utilise pour estimer la juste valeur des instruments financiers et leur niveau au sein du classement hiérarchique de la juste valeur :

Niveau 1 Valeur à la cote d'instruments identiques sur les marchés actifs	La valeur comptable de la Trésorerie et équivalents et des Liquidités et équivalents de trésorerie soumis à restrictions se rapproche de la juste valeur. Ces instruments financiers comprennent des placements très liquides, achetés trois mois ou moins avant la date d'échéance, dont la juste valeur est déterminée selon la valeur à la cote sur des marchés actifs.
Niveau 2 Données importantes observables (autres que les valeurs à la cote comprises dans le niveau 1)	<p>La valeur comptable des Débiteurs, des Autres actifs à court terme et des Crédeurs et autres se rapproche de la juste valeur. La juste valeur de ces instruments financiers n'est pas déterminée d'après la valeur à la cote, mais plutôt d'après l'information observable sur le marché. La juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition de la Compagnie au risque de change étranger et compris dans les postes Autres actifs à court terme et Crédeurs et autres est mesurée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs au moyen d'un taux d'actualisation établi à partir de données du marché sur les instruments financiers comportant des risques et des échéances similaires.</p> <p>La valeur comptable de la dette de la Compagnie ne se rapproche pas de la juste valeur. La juste valeur est estimée selon les valeurs à la cote des titres d'emprunt identiques ou semblables ainsi que selon les flux monétaires actualisés aux taux d'intérêt en vigueur de titres d'emprunt dont les modalités, la notation de la société et la durée restante à l'échéance sont semblables. Au 31 décembre 2016, la dette de la Compagnie avait une valeur comptable de 10 937 M\$ (2015 - 10 427 M\$) et une juste valeur de 12 084 M\$ (2015 - 11 720 M\$).</p>
Niveau 3 Données importantes non observables	La valeur comptable des placements compris dans le poste Actif incorporel et autres actifs se rapproche de la juste valeur, à l'exception de certains placements comptabilisés au coût dont les données importantes sont non observables et dont la juste valeur est estimée selon la quote-part de la Compagnie de l'actif net sous-jacent. Au 31 décembre 2016, les placements de la Compagnie avaient une valeur comptable de 68 M\$ (2015 - 69 M\$) et une juste valeur de 220 M\$ (2015 - 220 M\$).

18 – Information sectorielle

La Compagnie gère ses exploitations au Canada et aux États-Unis à titre de secteur commercial unique sur un seul réseau qui couvre de vastes distances et territoires géographiques. L'information financière constatée à ce niveau, telle que les produits d'exploitation, le bénéfice d'exploitation et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, est utilisée par la haute direction, notamment le principal responsable de l'exploitation de la Compagnie, pour évaluer la performance financière et opérationnelle ainsi que pour l'affectation des ressources à travers le réseau du CN.

Les initiatives stratégiques de la Compagnie, qui en guident l'orientation opérationnelle, sont élaborées et gérées de façon centralisée par la haute direction et sont communiquées aux centres d'activités régionaux de la Compagnie (régions de l'Ouest, de l'Est et du Sud). La haute direction est responsable, entre autres, de la stratégie de commercialisation du CN, de la gestion des clients importants, de la planification et du contrôle généraux de l'infrastructure et du matériel roulant, de l'affectation des ressources et d'autres fonctions, telles que la planification financière, la comptabilité et la trésorerie.

Les centres d'activités régionaux ont le mandat de gérer les exigences de service courantes sur leurs territoires respectifs et de contrôler les coûts directs engagés localement. Le contrôle des coûts est nécessaire à l'atteinte de normes d'efficacité déterminées pour l'ensemble de l'entreprise. Les régions exécutent la stratégie et le plan d'exploitation globaux établis par la haute direction; la gestion du service et le contrôle des coûts directs réalisés sur le plan régional ne servent pas de fondement au processus décisionnel de la Compagnie. Environ 95 % des produits marchandises de la Compagnie proviennent de clients nationaux dont le transport de marchandises s'étend à l'échelle de l'Amérique du Nord et vise des groupes marchandises variés. Par conséquent, la Compagnie ne gère pas ses produits d'exploitation sur le plan régional, puisque dans de nombreux cas, les points de départ, de transit et d'arrivée sont dans des régions différentes.

Par ailleurs, les caractéristiques suivantes sont partagées par toutes les régions :

- la seule activité commerciale de chaque région est le transport de marchandises sur le vaste réseau ferroviaire de la Compagnie;
- les régions desservent des clients nationaux associés aux différents groupes marchandises de la Compagnie, et ce, à l'échelle de son réseau ferroviaire;
- les services offerts par la Compagnie découlent principalement du transport ferroviaire de marchandises dans le but d'optimiser l'exploitation du réseau ferroviaire global; et
- des régimes réglementaires au Canada et aux États-Unis s'appliquent à la Compagnie et ses filiales, et non à ses régions.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2016, 2015 et 2014, aucun client important n'a compté pour plus de 10 % du total des produits d'exploitation et le client le plus important des services de transport ferroviaire de marchandises représentait environ 3 %, 3 % et 2 %, respectivement, du total annuel des produits marchandises ferroviaires.

Les tableaux qui suivent présentent de l'information par zone géographique :

<i>En millions</i>	<i>Exercice terminé le 31 décembre</i>	2016	2015	2014
Produits d'exploitation				
Canada		7 971 \$	8 283 \$	8 108 \$
États-Unis		4 066	4 328	4 026
Total – Produits d'exploitation		12 037 \$	12 611 \$	12 134 \$
Bénéfice net				
Canada		2 708 \$	2 469 \$	2 249 \$
États-Unis		932	1 069	918
Total – Bénéfice net		3 640 \$	3 538 \$	3 167 \$

<i>En millions</i>	<i>31 décembre</i>	2016	2015
Immobilisations			
Canada		17 445 \$	16 737 \$
États-Unis		16 310	15 887
Total – Immobilisations		33 755 \$	32 624 \$